UNIVERSITÉ PARIS 8 VINCENNES-SAINT-DENIS

Master ESSI – semestre 3
année universitaire 2023-2024

Économie politique de l'ESS

Séance 6
Philanthropie

Cours proposé par **Clément Carbonnier**
clement.carbonnier02@univ-paris8.fr
http://carbonnier.eu/epess.html

Les journées de l'éco autrement

Coopératives et démocratie entrepreneuriale, l'ESS peut-elle changer la manière de produire

L'apport de l'ESS à la santé des population

Inégalités, pauvreté et ESS

La contribution de l'ESS aux transitions écologiques

Plan de la session

1. Biens publics et externalités positives
2. Complémentarité/substituabilité public-privé
3. Peser sur les politiques publiques
4. Les *autres* motivations de la philanthropie

Plan de la session

1. **Biens publics et externalités positives**
2. Complémentarité/substituabilité public-privé
3. Peser sur les politiques publiques
4. Les *autres* motivations de la philanthropie

Le concept de bien public

Paul Samuelson, 1954

Différence biens privés *versus* biens publics
Privés consommés que par leur acheteur (exclusifs)
Public sont partagés (non exclusifs et non rivaux)

James Buchanan, 1965

Ajout des biens de club
Non rivaux mais consommation limitée aux membres

Vincent et Elinor Ostrom, 1977

Ajout des biens communs
Non exclusifs mais la consommation est rivale

Typologie des biens économiques

	Exclusif	**Non-exclusif**
Rival	Bien privé	Bien commun
Non-rival	Bien club	Bien public

Dans les faits un continuum de types de biens

- Rivalité partielle, varie avec le degré de congestion
- Plus ou moins de facilité d'exclusion (coûts d'exclusion)
- Modèle d'effets théoriques, à appliquer selon l'intensité

Un problème d'information

Modéliser l'environnement comme un bien public

- Ne pas dégrader l'environnement a un coût
- Similaire coût de "*production*" d'un environnement sain
- Production/non dégradation profite à tous : non-exclusif
- Entre bien commun et public, niveau de rivalité

Une allocation inefficace par les marchés

- Pas seulement problème éthique : allocation inefficace
- Concurrence imparfaite : problème d'information
- Coûts individuels *versus* bénéfices collectifs
- Décisionnaire : tous les coûts mais partie des bénéfices

Un problème de coordination

Pourquoi ne pas se coordonner sur l'effort ?

Pas seulement problème d'égoïsme ou d'inconscience
Problème d'impact de la décision individuelle
Si mon action → bénéfice négligeable, pourquoi payer ?

Nécessité d'une coordination effective

Pas par le mécanisme décentralisé du marché
Par des relations sociales directes
Par la puissance publique – normes, régulations
Par des institutions non-gouvernementales hors marché

Les analyses d'Elinor Ostrom

Solutions classiques

Création de droits individuels de propriété
Gestion des biens communs par la puissance publique

But des travaux d'Ostrom

"*Développer des théories d'organisation humaine fondées sur une évaluation réaliste des capacités et des limites humaines en termes de gestion d'une variété de situations qui partagent initialement certains des aspects ou tous les aspects d'une tragédie des biens communs [...] une théorie suffisamment précise de l'action collective par laquelle un groupe d'appropriateurs peut s'organiser volontairement pour conserver la valeur résiduelle de leurs propres efforts*«

Elinor Ostrom, *La Gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck, 2010

Les huit principes nécessaires

1. Définition claire de l'objet de la communauté et de ses membres
2. Cohérence entre les règles relatives à la ressource commune et la nature de celle-ci
3. Participation des utilisateurs à la modification des règles opérationnelles concernant la ressource commune
4. Responsabilité des surveillants de l'exploitation de la ressource commune et du comportement de ses exploitants devant ces derniers

Les huit principes nécessaires

5. Graduation des sanctions, niveau d'abord faible : conformation quasi volontaire, rappel de l'obligation
6. Accès rapide à des instances locales de résolution de conflits
7. Reconnaissance de l'auto-organisation par les autorités gouvernementales externes
8. Organisation multi-niveaux des activités d'appropriation, d'approvisionnement, de surveillance, d'application des lois, de résolution des conflits et de gouvernance

Les huit principes nécessaires

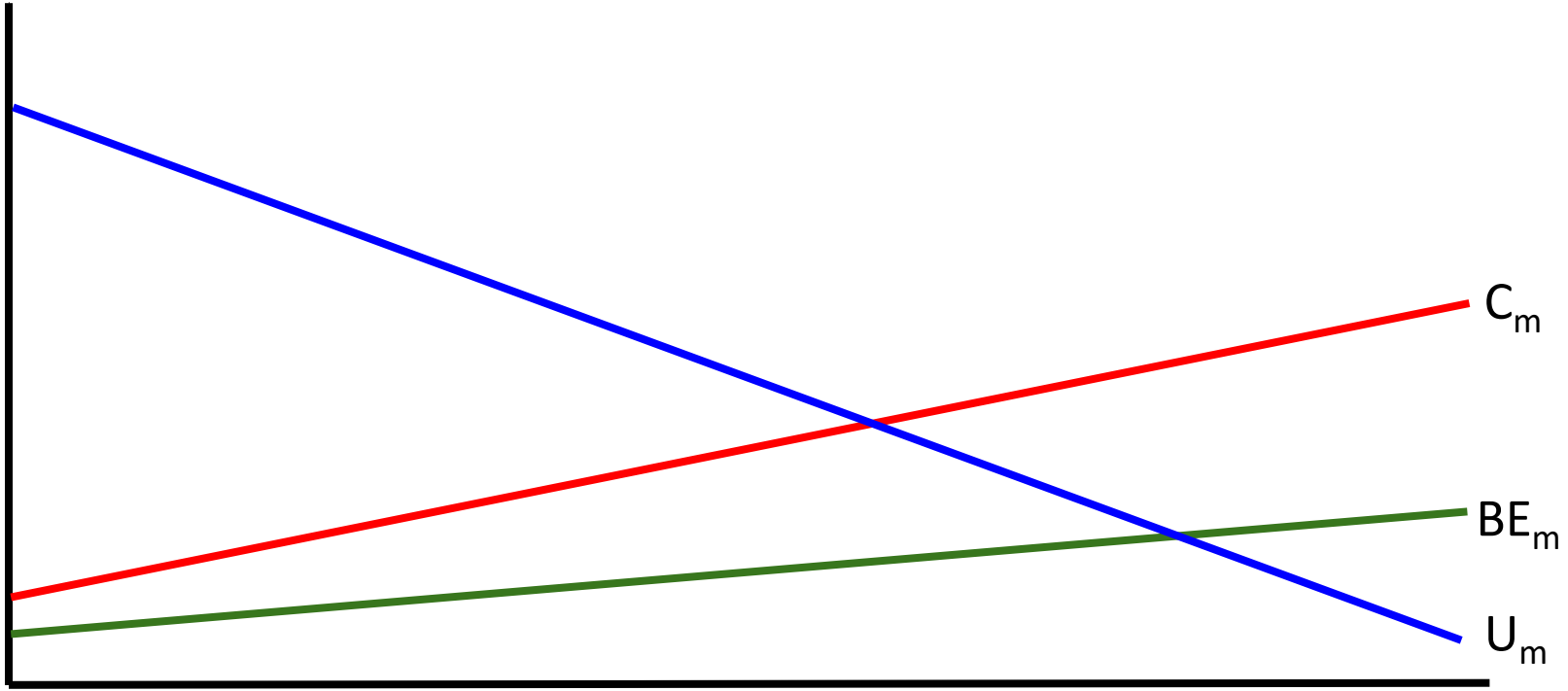
Confirmations empiriques

Études confirment ces huit caractéristiques nécessaires
Pour communautés pérennes de gestion des ressources

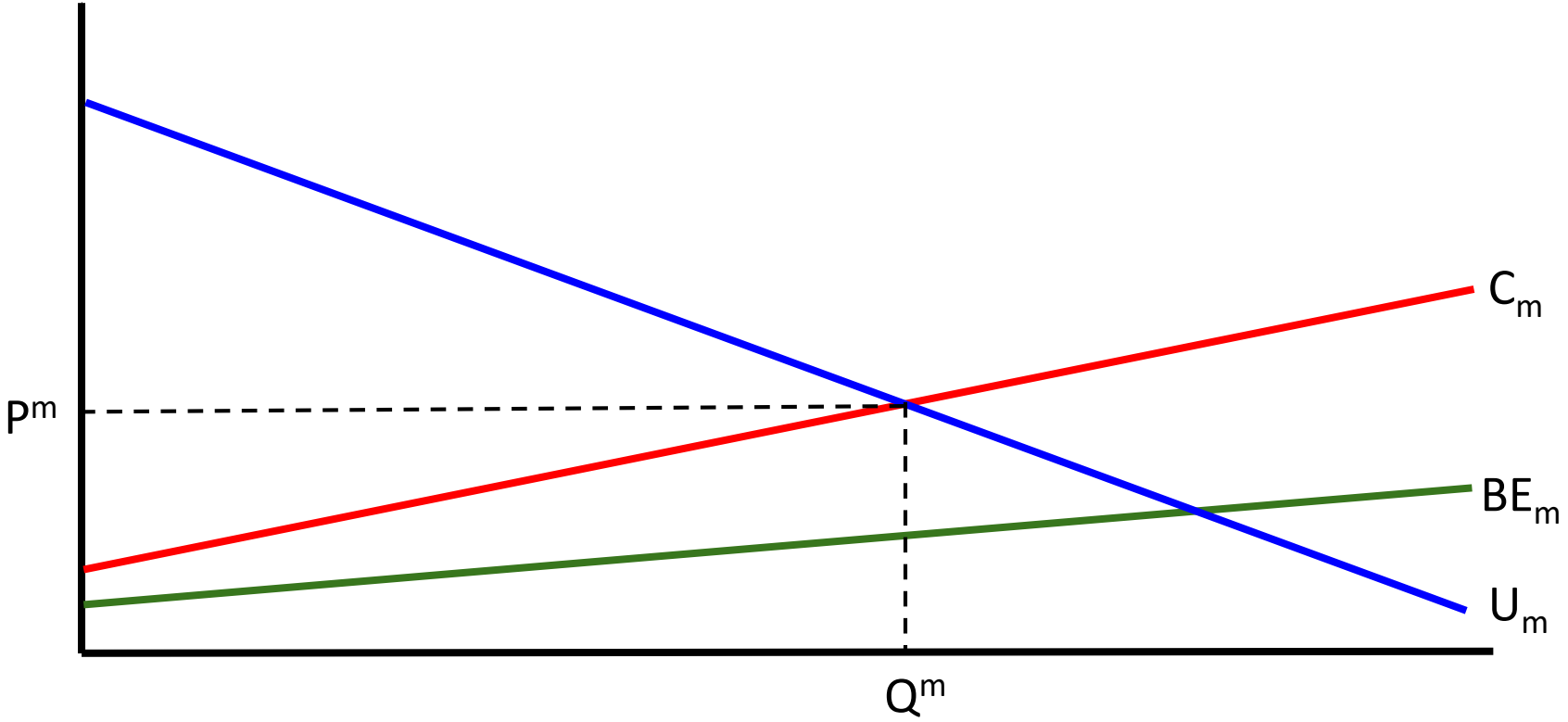
Nécessaires mais pas suffisantes

Importance de la taille du groupe d'utilisateur
De l'hétérogénéité des caractéristiques/préférences
De la forme du régime de gouvernance
De l'intégration aux marchés

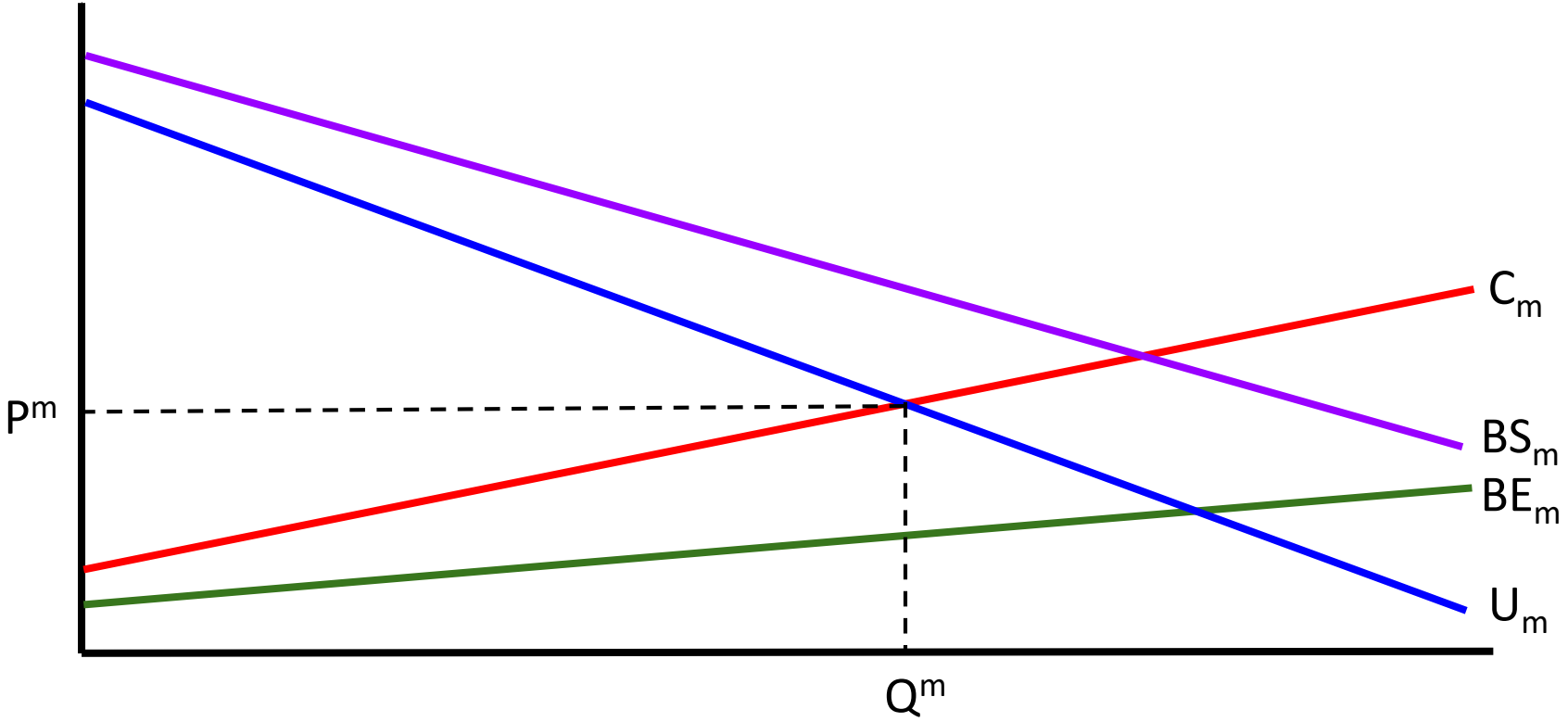
Externalités positives



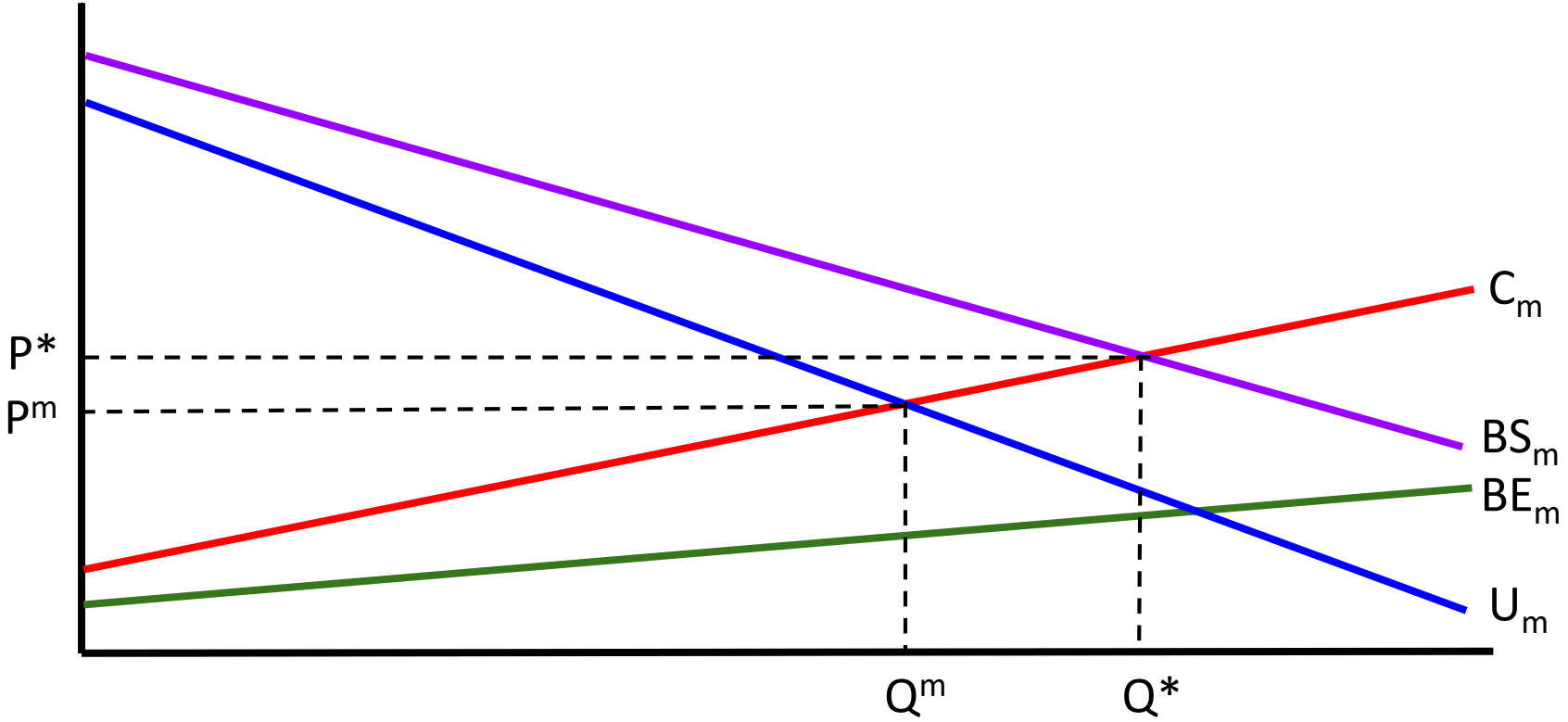
Externalités positives



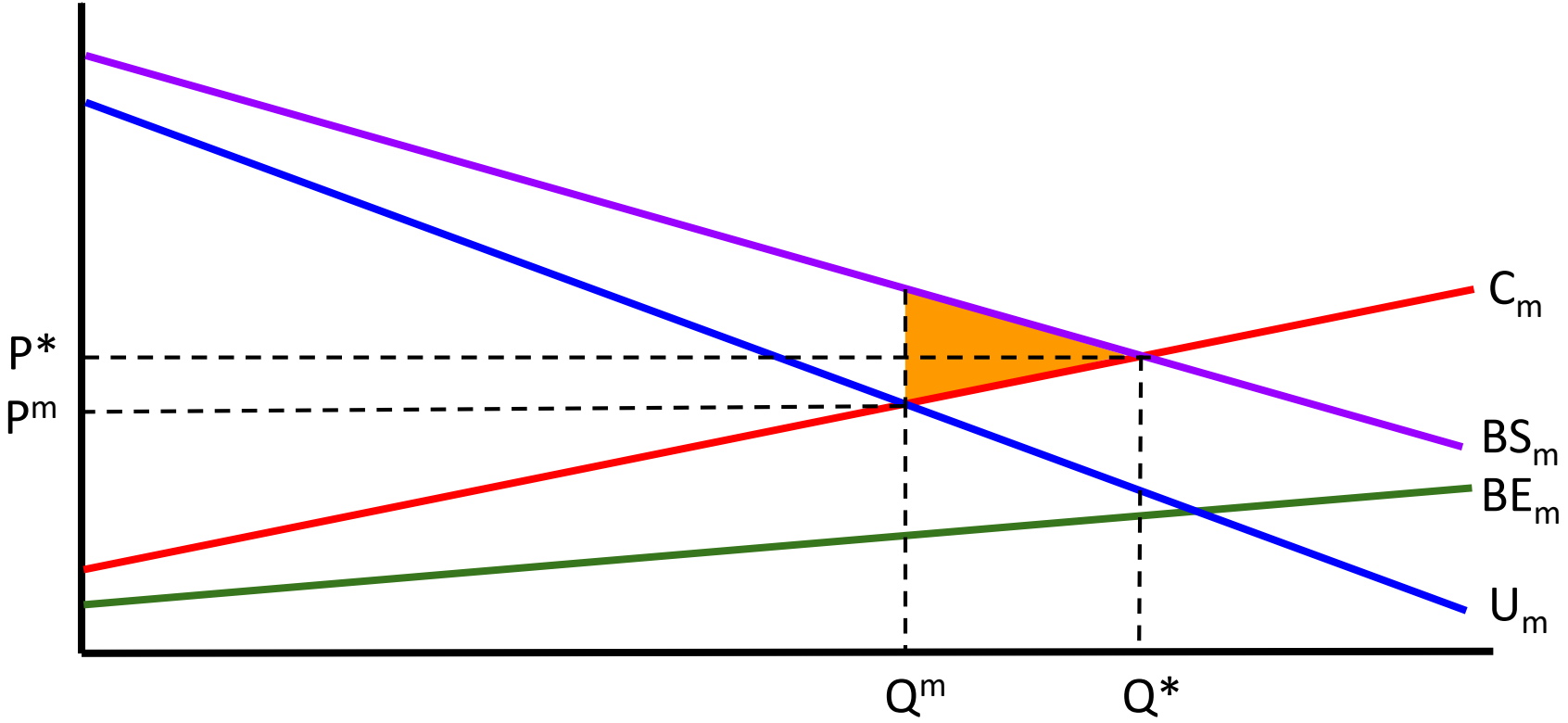
Externalités positives



Externalités positives



Externalités positives



La place des pouvoirs publics

Investissement public intégral

Considérer que le bien doit être produit et disponible
Et que son accès doit être déterminé collectivement
Production publique (hôpital/école/université?/recherche?)

Investissement privé intégral

La collectivité ne doit pas intervenir
Agents privés (lucratifs ou non-lucratifs) seuls responsables

Investissement privé incité par le public

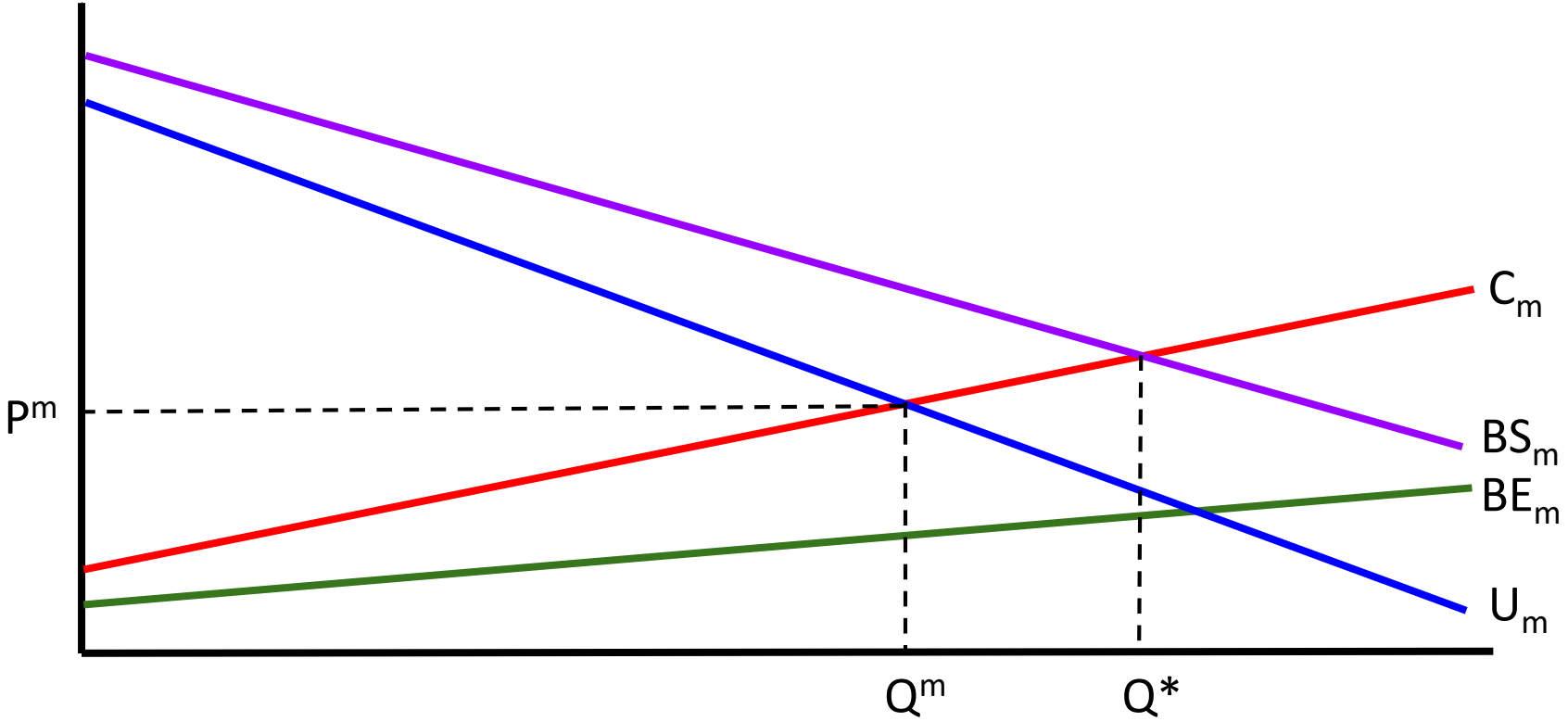
Pas de nécessité d'accès universel ni de prestation minimale
Mais production privée collectivement jugée insuffisante

La subvention pigouvienne

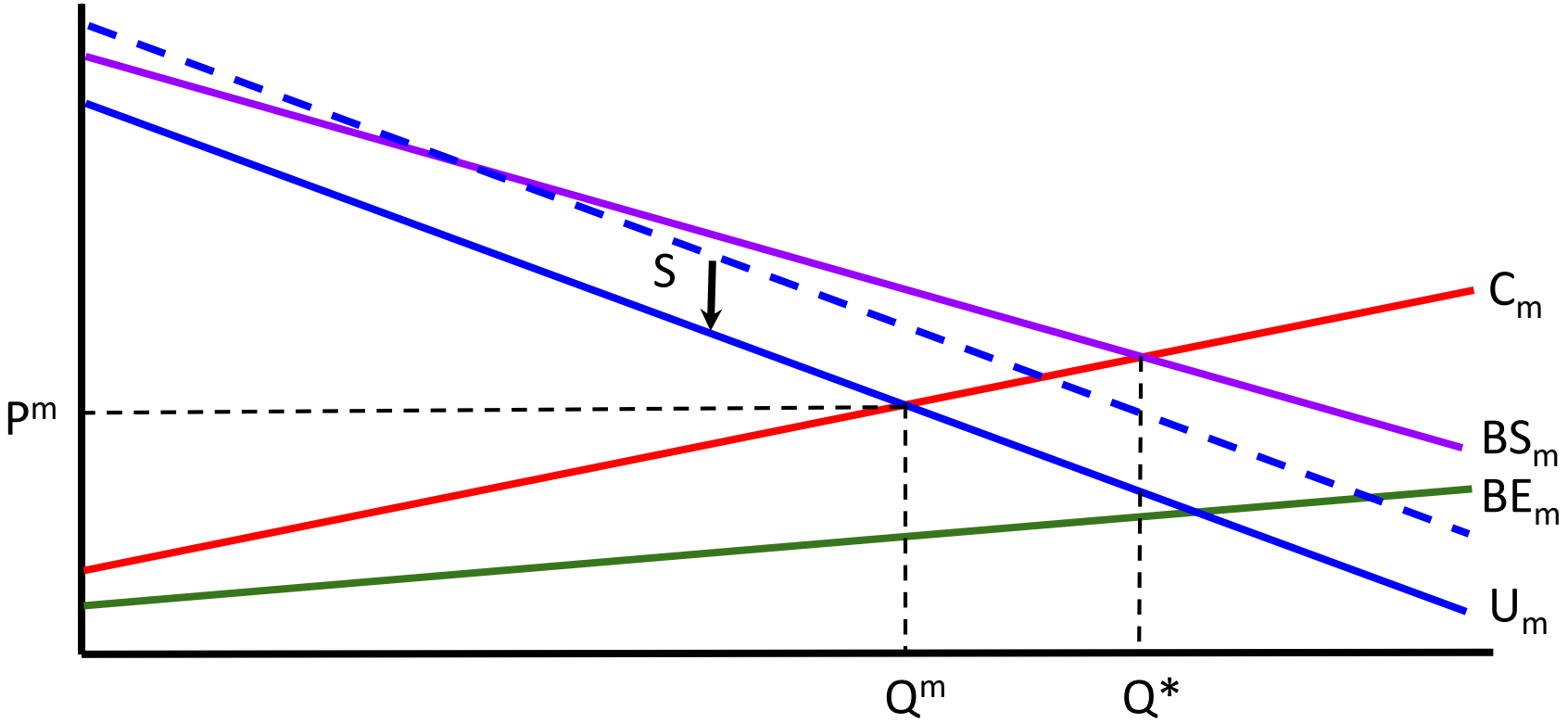
Une subvention pigouvienne est une intervention publique via les transferts conditionnels, destinée à internaliser le bénéfice social des activités économiques.

Pour permettre d'internaliser complètement les externalités positives et conduire à l'optimum social, la subvention pigouvienne doit être égale à la valeur du bénéfice externe marginal pour le niveau social efficace de production.

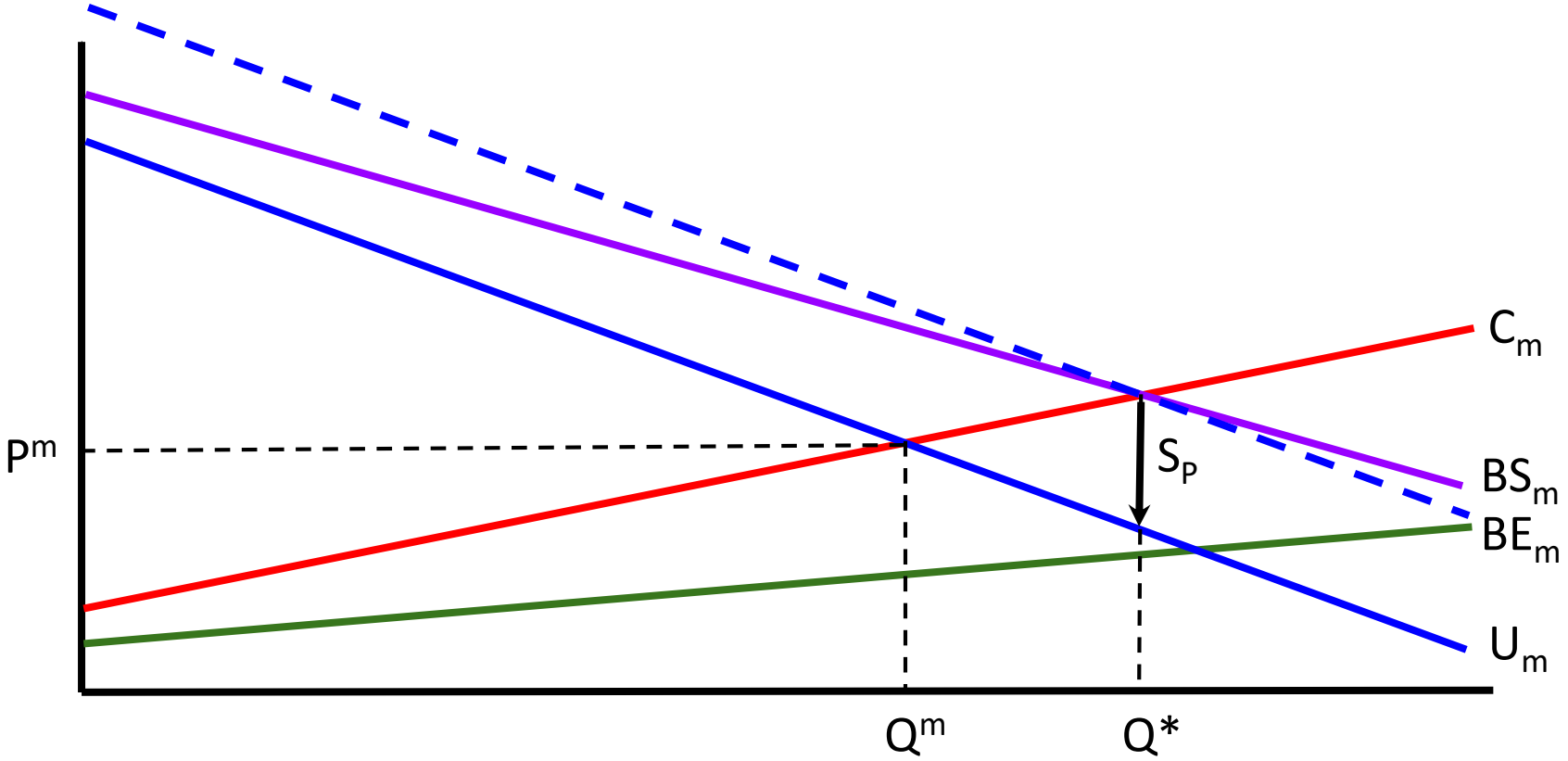
Subvention pigouvienne



Subvention pigouvienne



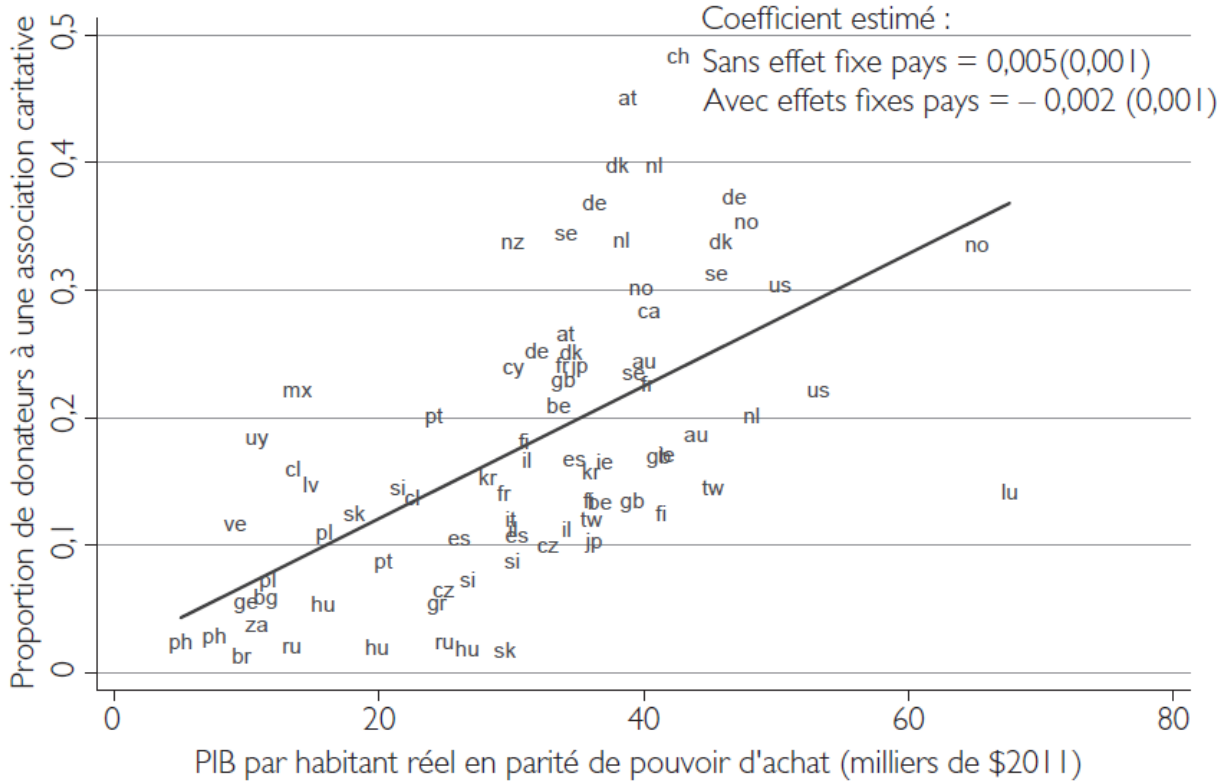
Subvention pigouvienne



Plan de la session

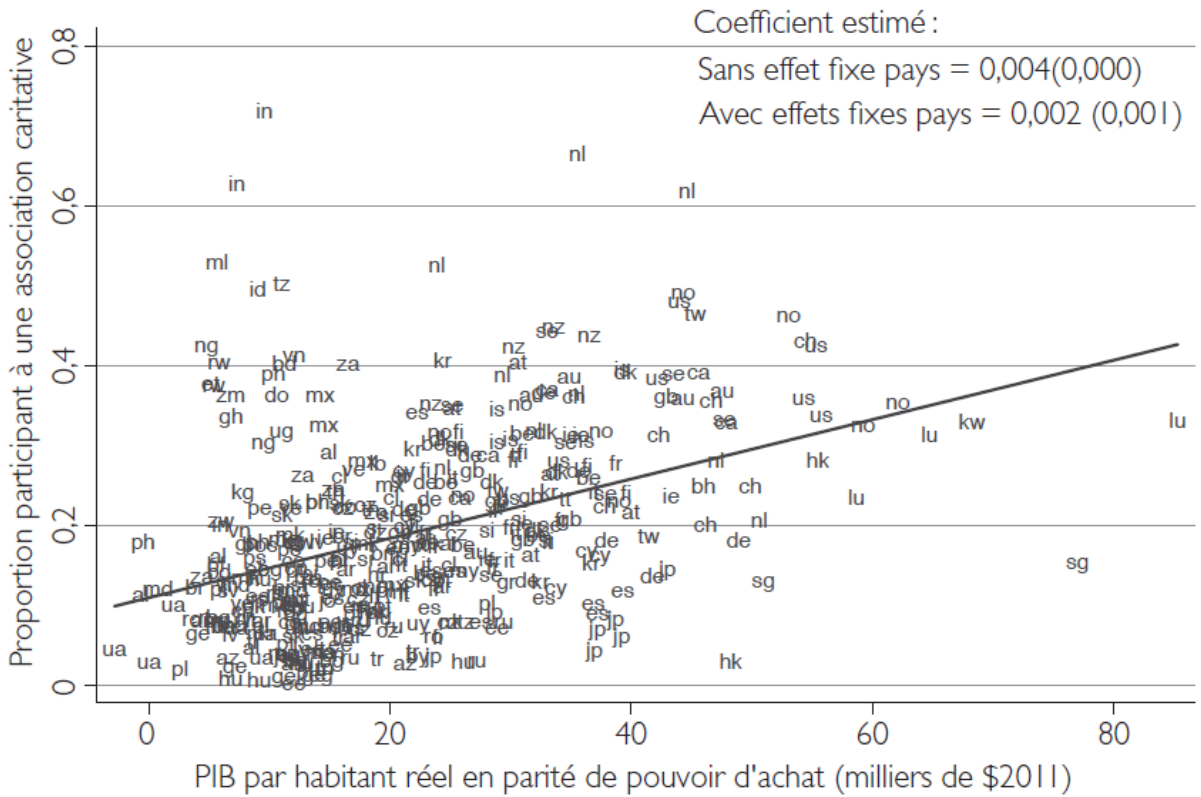
1. Biens publics et externalités positives
2. **Complémentarité/substituabilité public-privé**
3. Peser sur les politiques publiques
4. Les *autres* motivations de la philanthropie

Philanthropie et développement



Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Bénévolat et développement



Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

L'altruisme dans les enquêtes

Questions directes

European Value Survey (EVS), World Value Survey (WVS)

Noter sur une échelle de 1 à 5, l'importance de :

- Conditions de vie de « l'humanité »
- Conditions de vie des « enfants de familles pauvres » nationaux

Adhésion à des caractères typiques

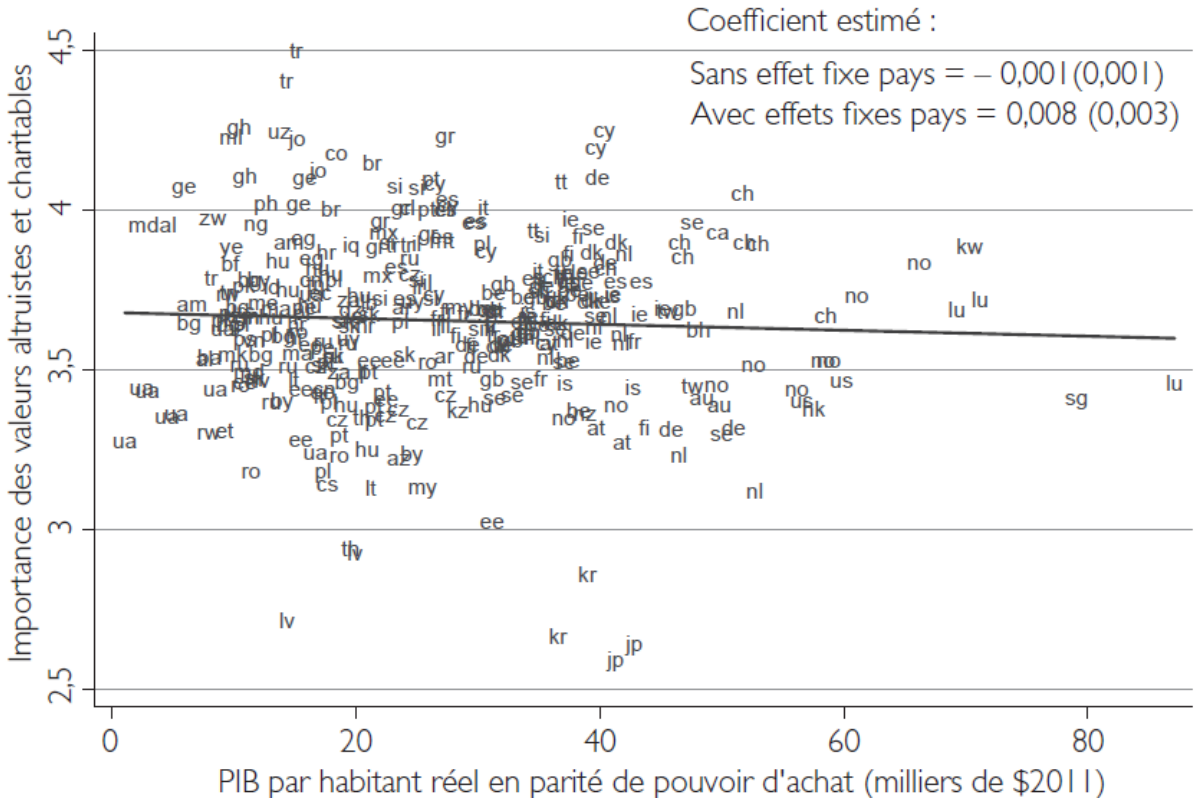
Il pense que c'est important que tout être humain soit traité de manière égale

C'est très important pour lui d'aider les gens qui l'entourent

S'occuper de l'environnement est important pour lui

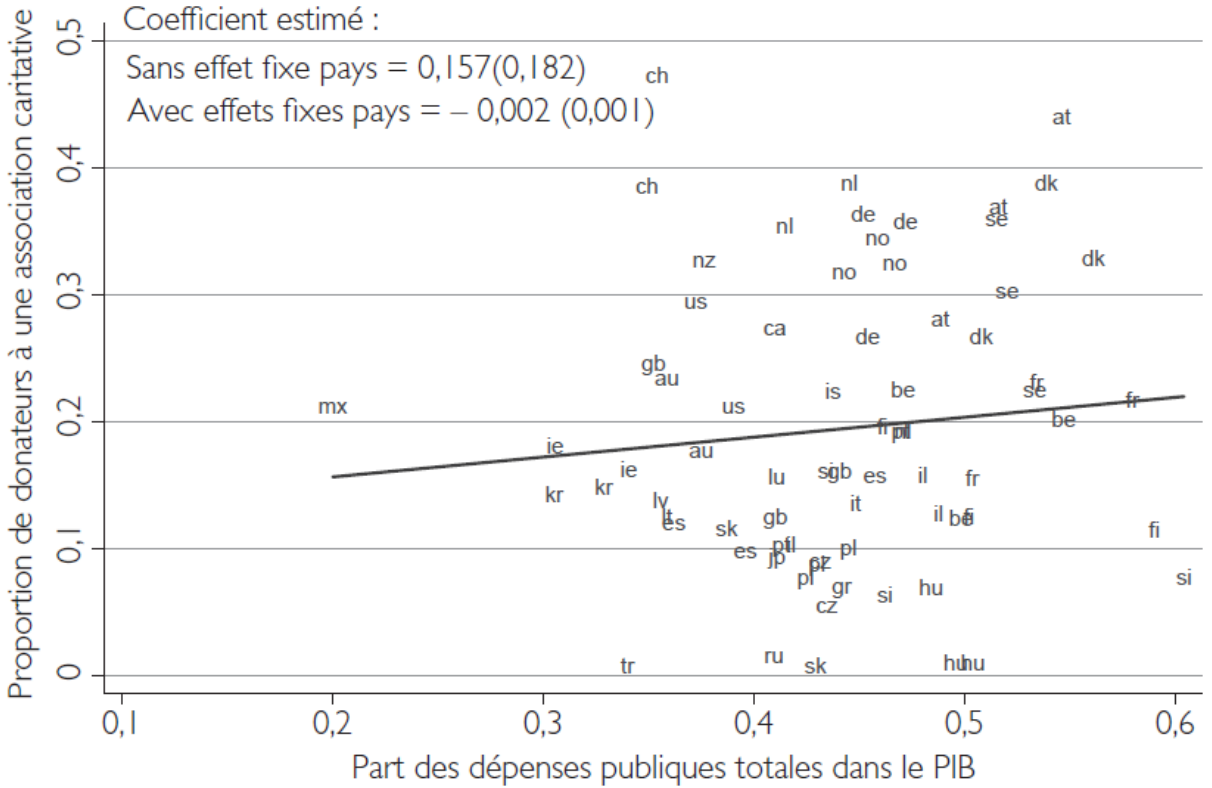
Il est important pour cette personne de faire quelque chose pour le bien de la société

Altruisme et développement



Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Substitution public-privé ?



Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

L'effet d'éviction public-privé

Effet d'éviction dans le court terme

Idée de substitution parfaite des sources du financement
Même bien/service, même bien-être
Utilité marginale d'un investissement privée selon le stock
→ principe du passager clandestin (vérif. empirique ?)

Différent principe de mode d'action

Bishop, Green (2008) *Philanthrocapitalism: How the Rich Can Save the World and Why We Should Let Them*, London, Bloomsbury Press, 2008

Année 2000, nouvelle philanthropie, à l'efficacité du marché
Question plus générale planification *versus* marché
Question de quantité de biens publics, mais aussi de choix
Qui décide de l'orientation des fonds philanthropiques ?

Tests de l'effet d'éviction

Daniel M. Hungerman (2005) *Are church and state substitutes ? Evidence from the 1996 welfare reform*, Journal of Public Economics, 89, 2245-2267

Diminution des aides publique US aux résidents non-citoyens
→ hausse dépenses des organisations religieuses (20¢/$)

Jonathan Gruber, Daniel M. Hungerman (2006) *Faith-based charity and crowd out during the Great Depression*, Journal of Public Economics, 91, 1043-1069

New Deal → assistance publique ↑
→ Diminution œuvres caritatives religieuses (4¢/$)
Ajustement par moindre demande des organisations

James Andreoni, A. Abigail Payne (2011) *Is crowding out due entirely to fundraising ? Evidence from a panel of charities*, Journal of Public Economics, 95, 334-343

Crowding out observé au Canada
Due à baisse des activités de collecte de fonds

L'effet d'éviction public-privé

Effet d'éviction dans le court terme

Idée de substitution parfaite des sources du financement
Même bien/service, même bien-être
Utilité marginale d'un investissement privée selon le stock
→ principe du passager clandestin (vérif. empirique ?)

Différent principe de mode d'action

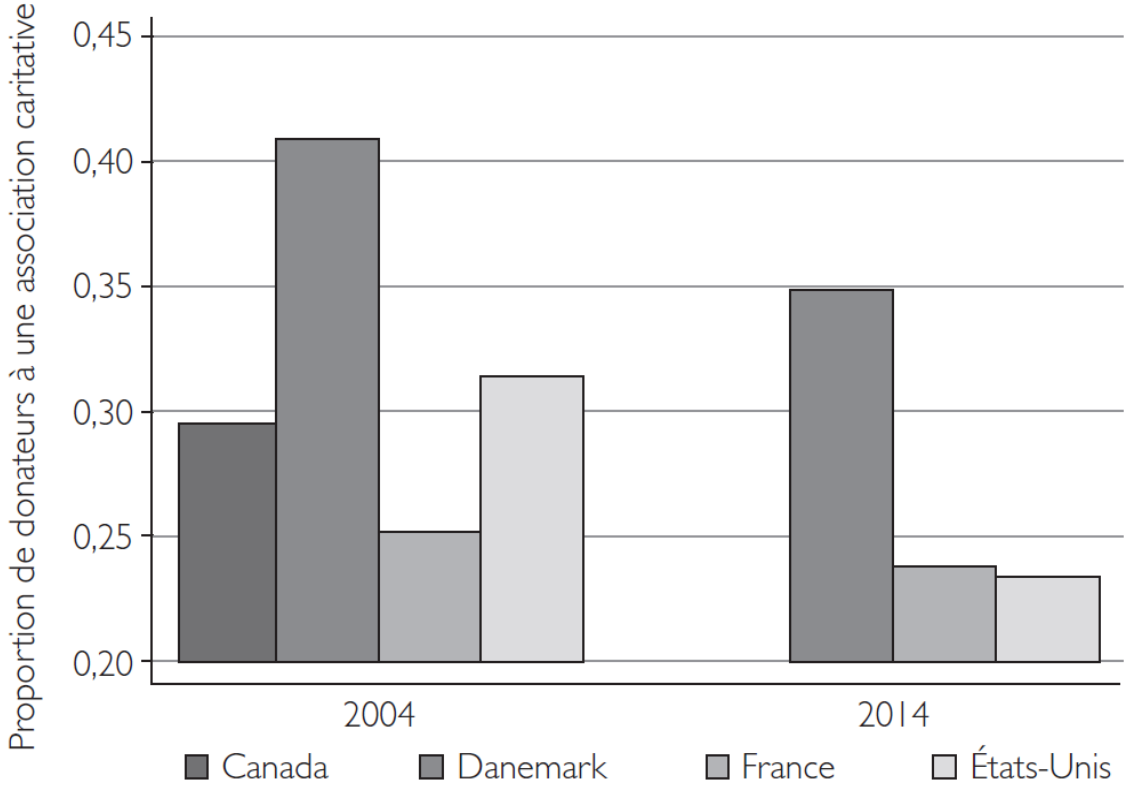
Bishop, Green (2008) *Philanthrocapitalism: How the Rich Can Save the World and Why We Should Let Them*, London, Bloomsbury Press, 2008

Année 2000, nouvelle philanthropie, à l'efficacité du marché
Question plus générale planification *versus* marché
Question de quantité de biens publics, mais aussi de choix
Qui décide de l'orientation des fonds philanthropiques ?

Plan de la session

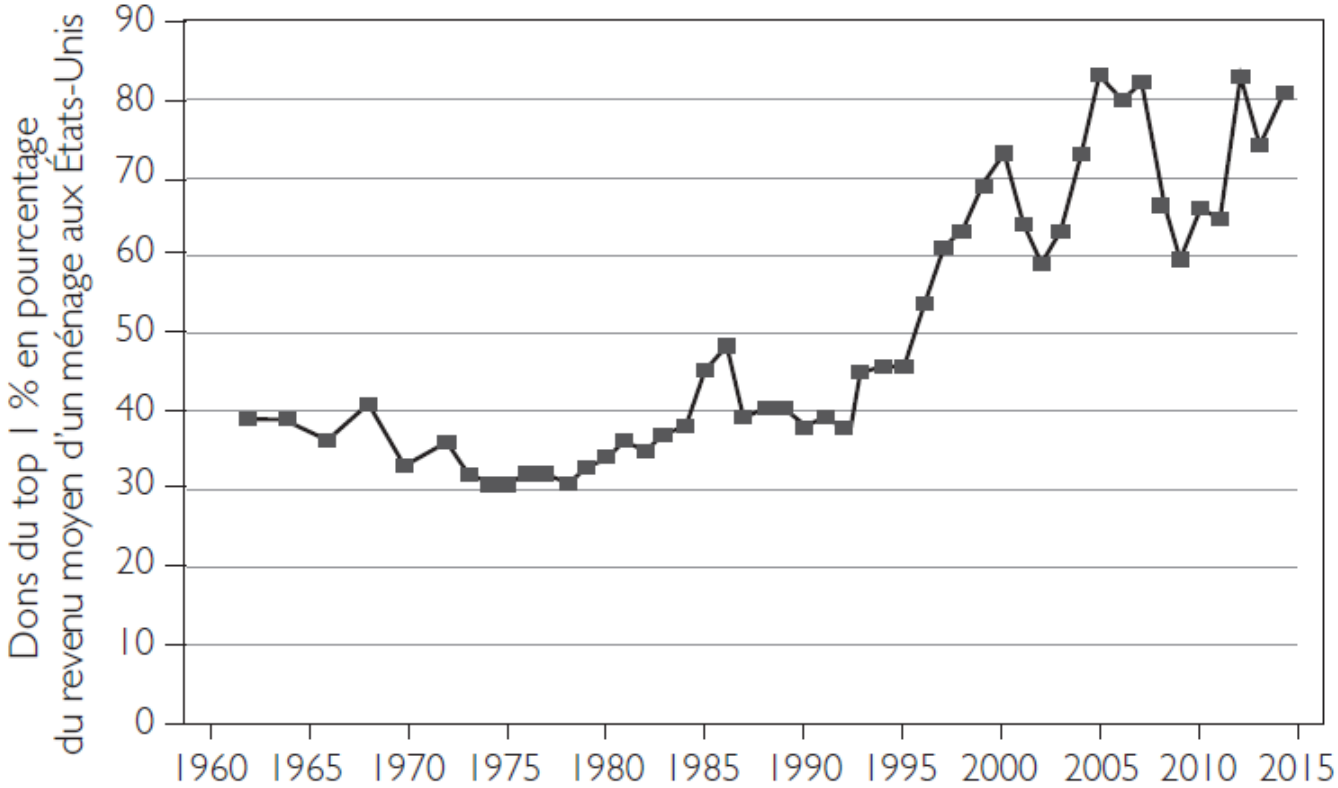
1. Biens publics et externalités positives
2. Complémentarité/substituabilité public-privé
3. **Peser sur les politiques publiques**
4. Les *autres* motivations de la philanthropie

Part des ménages donateurs



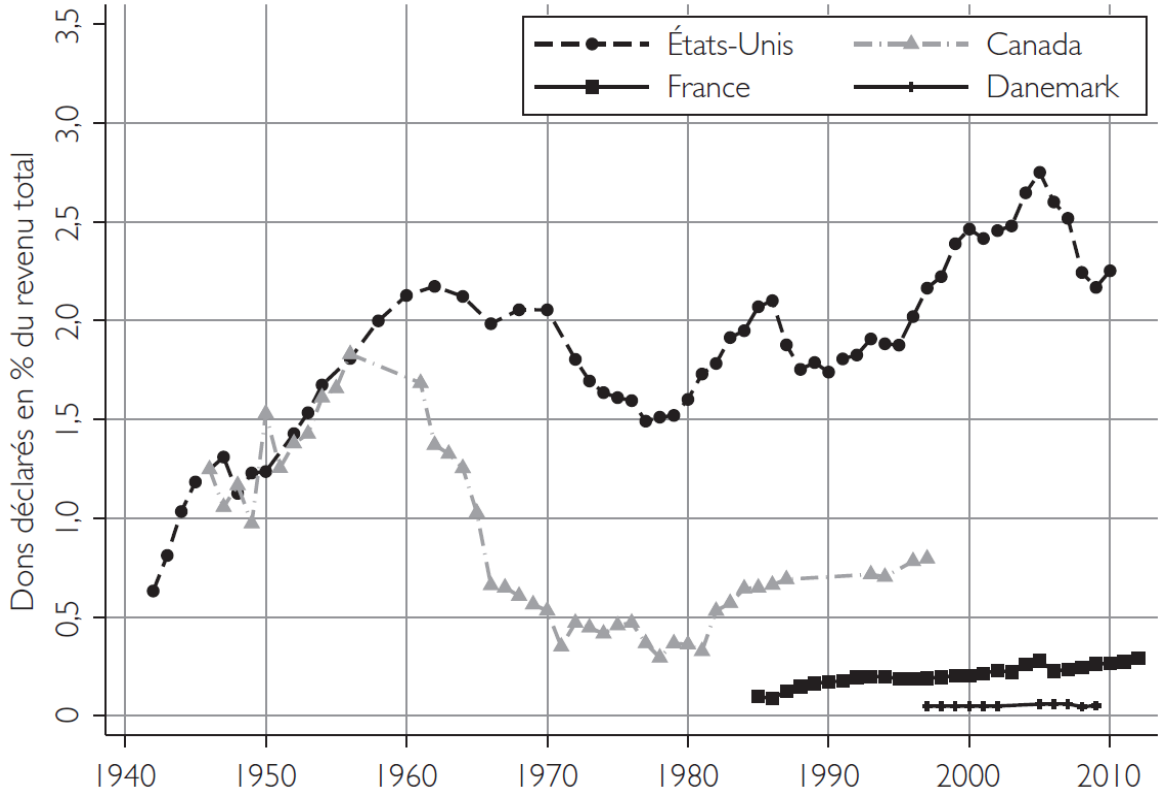
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

L'ampleur des dons aux US



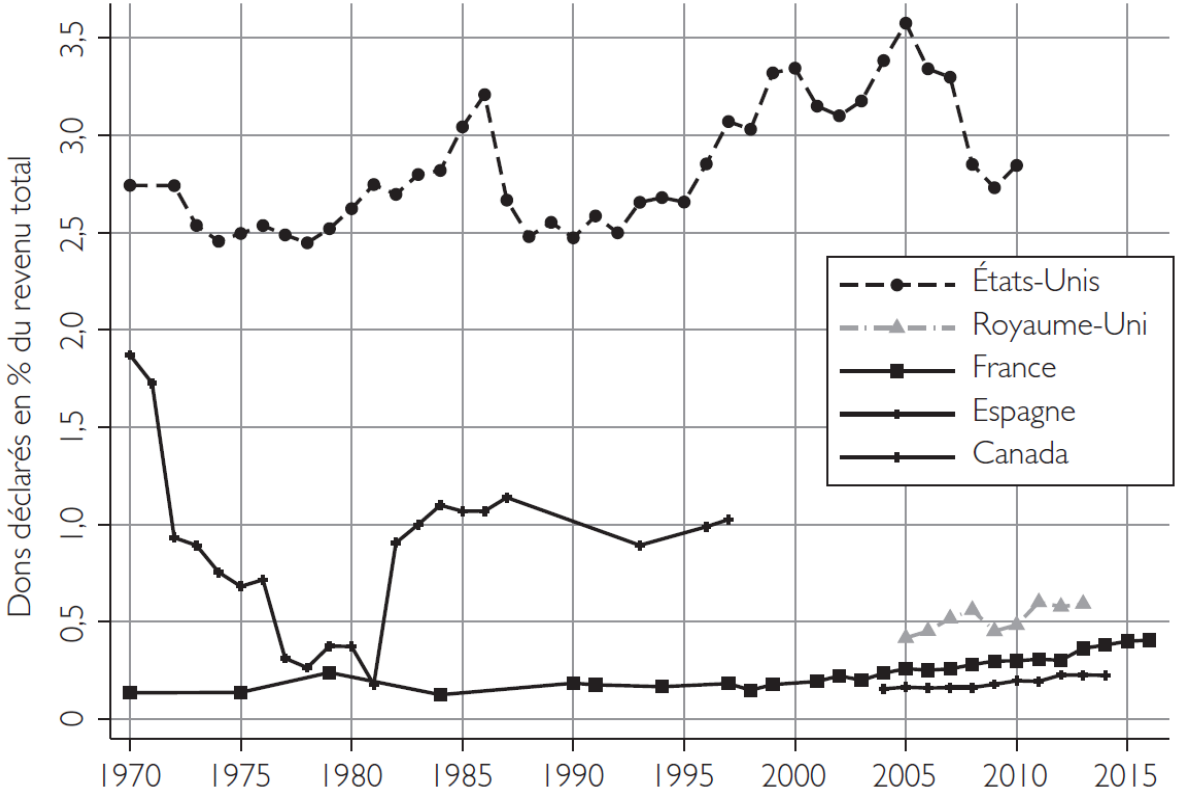
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Dons moyens de la population



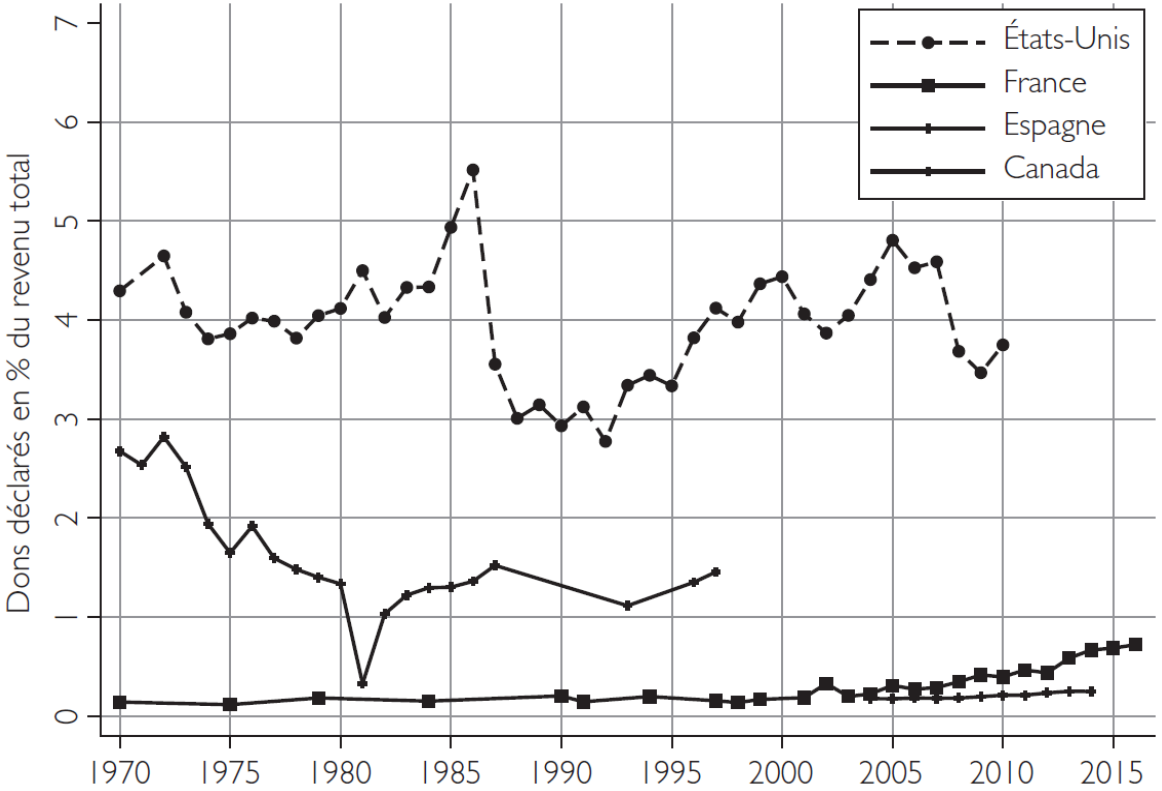
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Dons des 10 % les plus riches



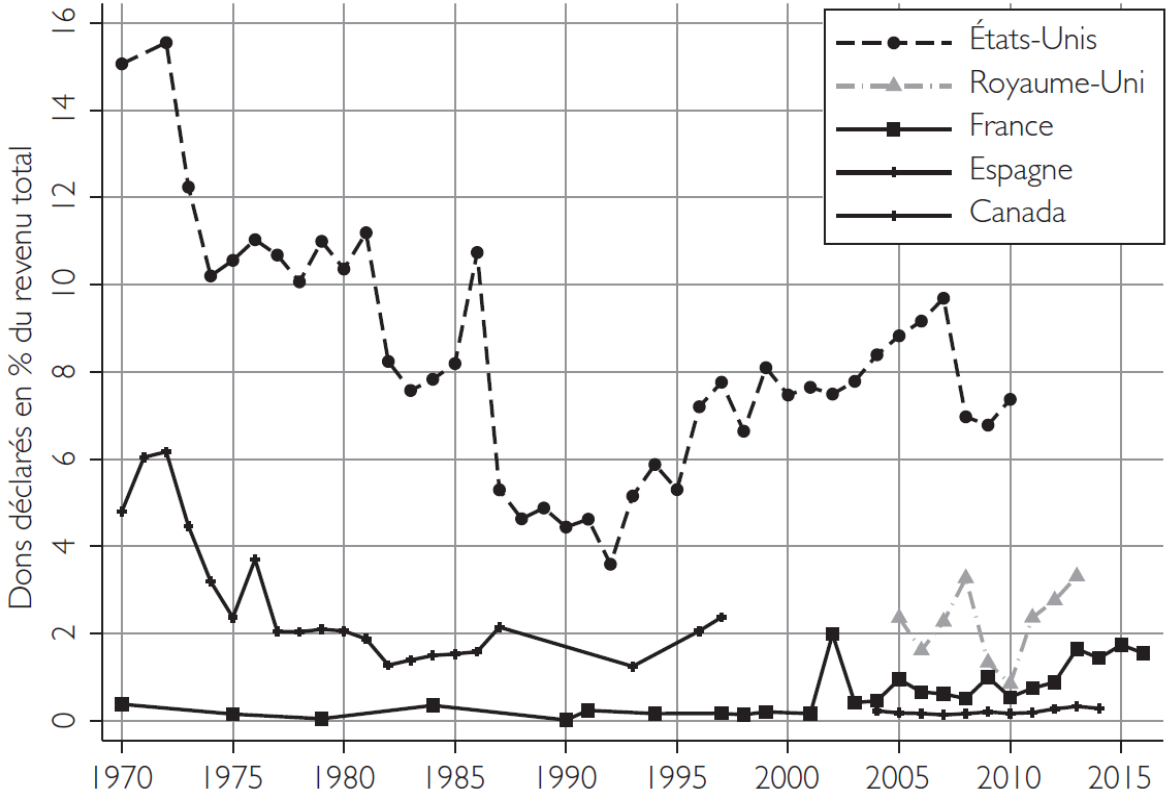
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Dons des 1 % les plus riches



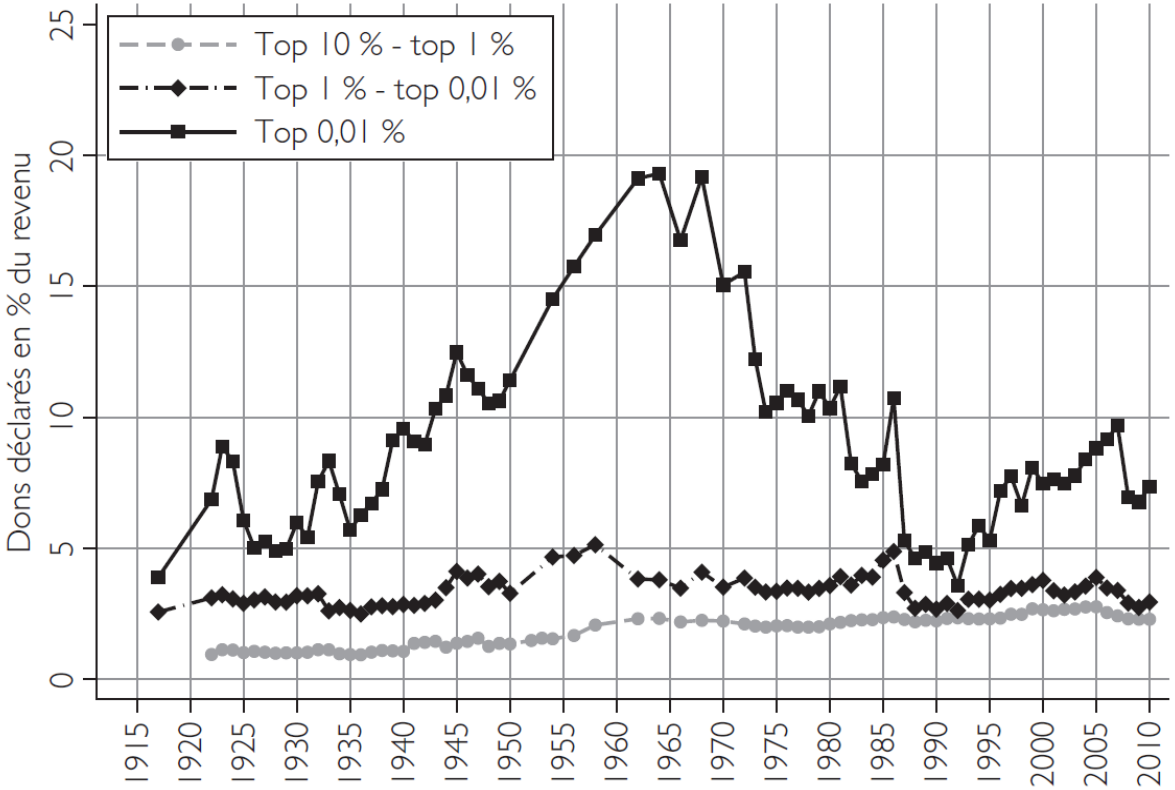
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Dons des 0,1 % les plus riches



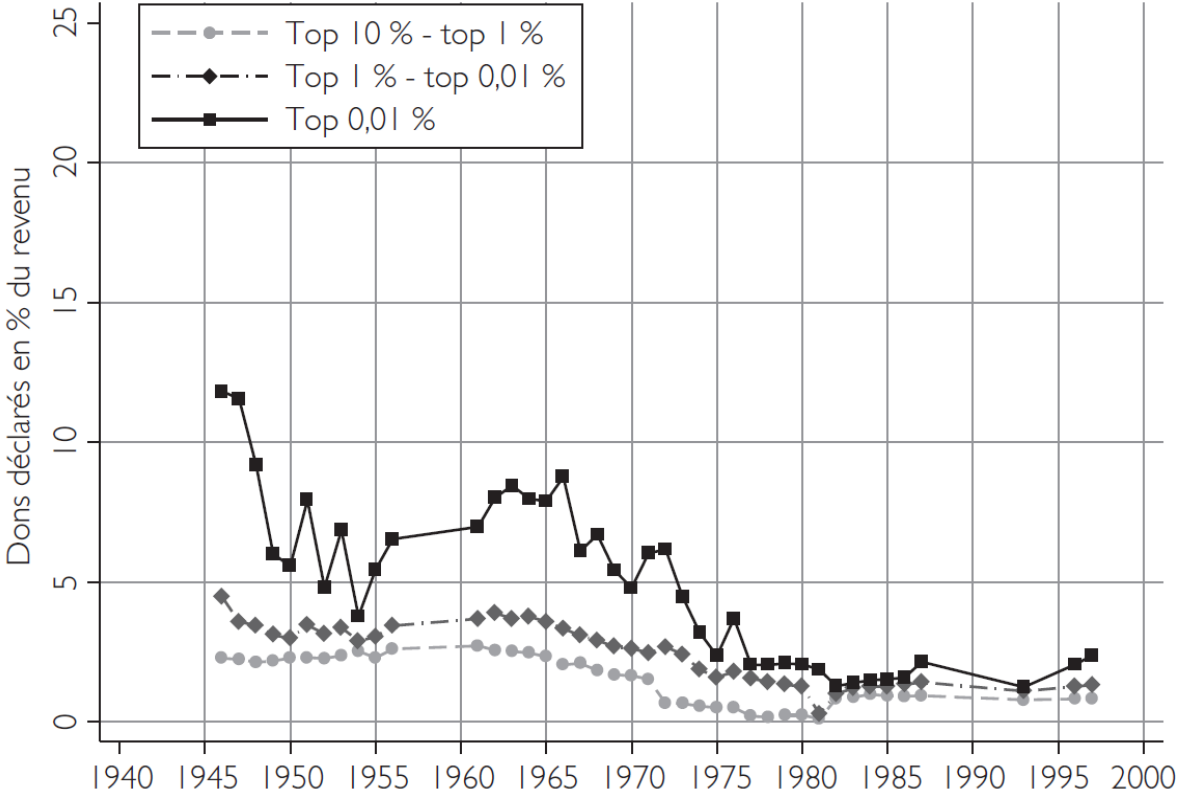
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Dons aux États-Unis



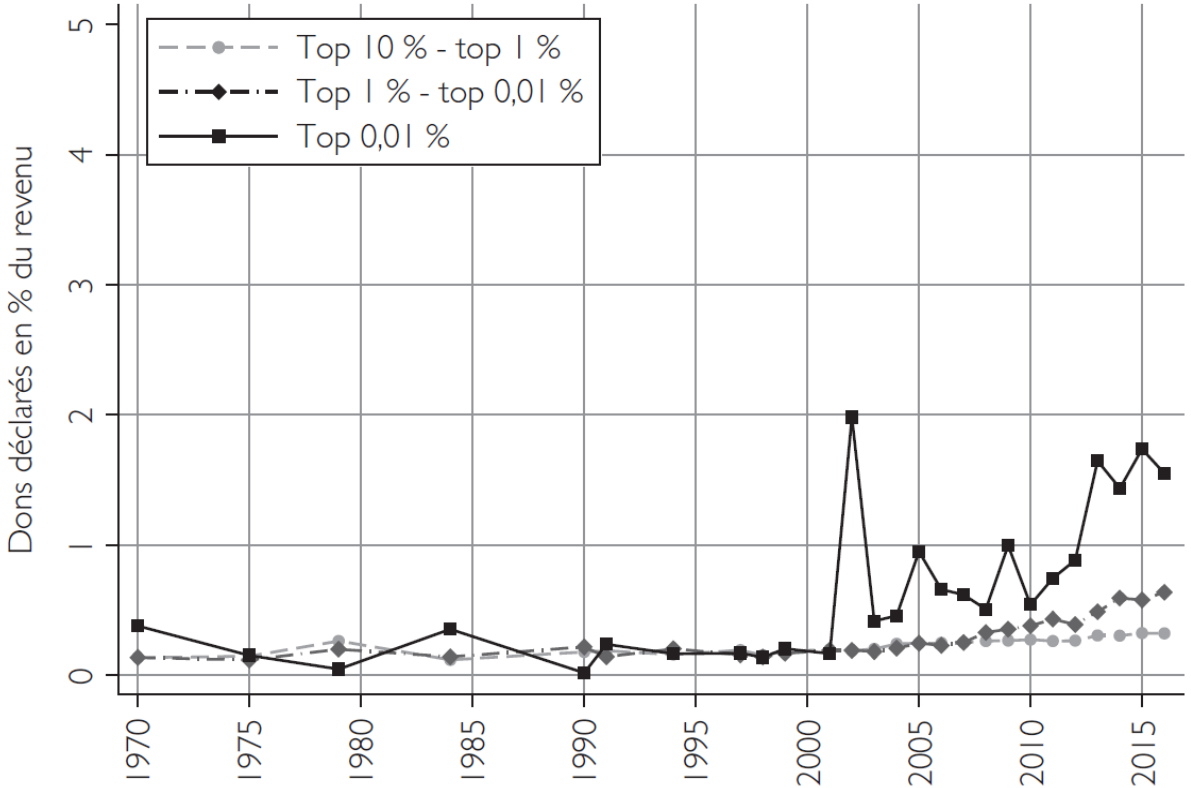
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Dons au Canada



Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Dons en France



Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Origine du mécénat d'entreprise

Anne Bory (2013) *Le bénévolat d'entreprise en France, Une rencontre du privé et du public sous influences étasuniennes*, Travail et emploi, n°133, 53-62

Giving back to the community

- Principe du don/contre-don dans une économie marchande
- Compléments paternalisme industriel & assurances sociales
- Contexte hostilité monde des affaires dans les années 1960
- Garder l'État à l'écart, éviter les mouvements socialisants

Professionnalisation du bénévolat

- Années 1980, sous l'impulsion de la présidence Reagan
- Associations pro de coordinateurs du bénévolat d'entreprise
- Remise de prix des entreprises les meilleures mécènes

Le mécénat d'entreprise en France

Anne Bory (2013) *Le bénévolat d'entreprise en France, Une rencontre du privé et du public sous influences étasuniennes*, Travail et emploi, n°133, 53-62

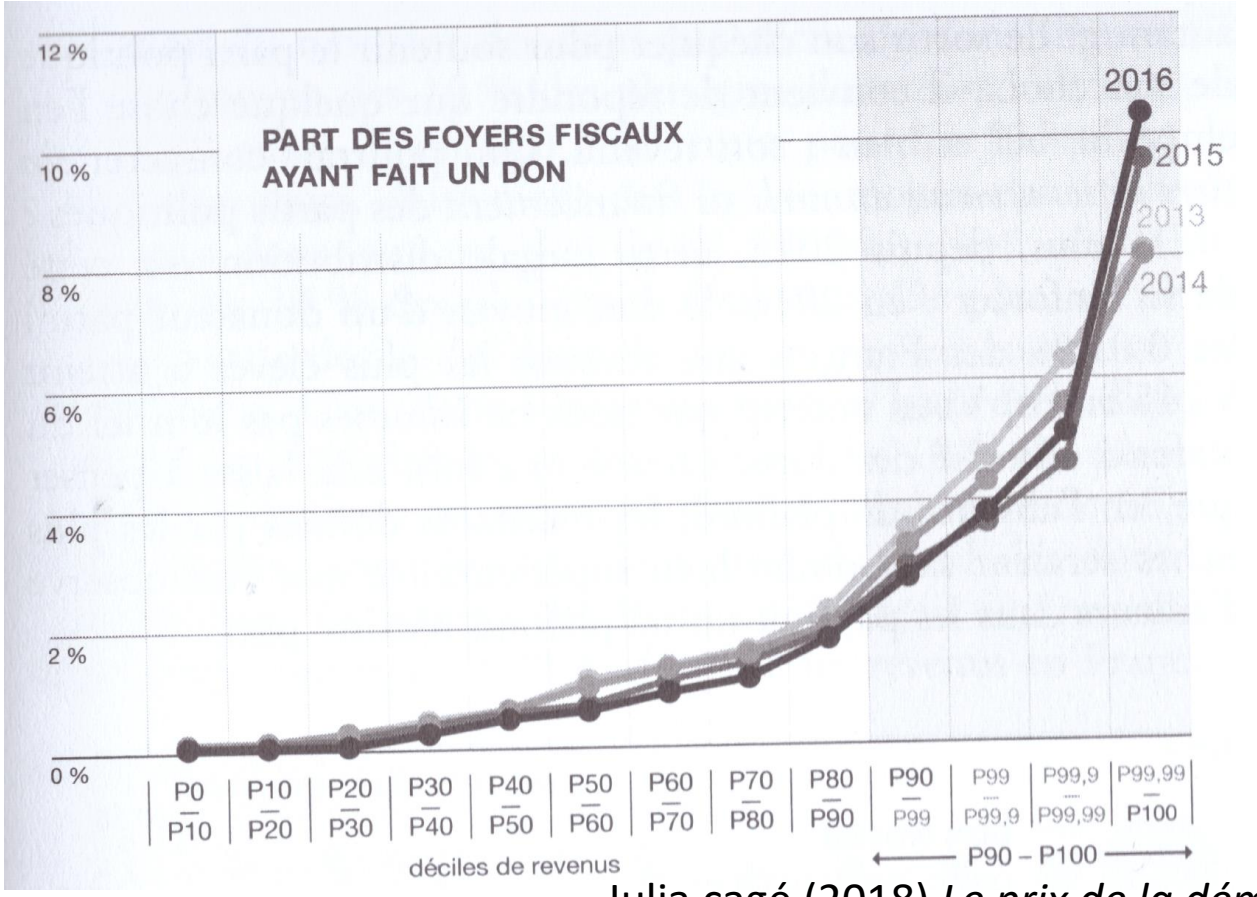
Développement bénévolat d'entreprise en France

Poussé par de "grands patrons" et antennes d'entreprises US
Encouragé par politiques publiques : fondations d'entreprise
46 % de mécénat de compétence
Travail des salariés sur le temps de travail

Promotion interne, améliorer la productivité

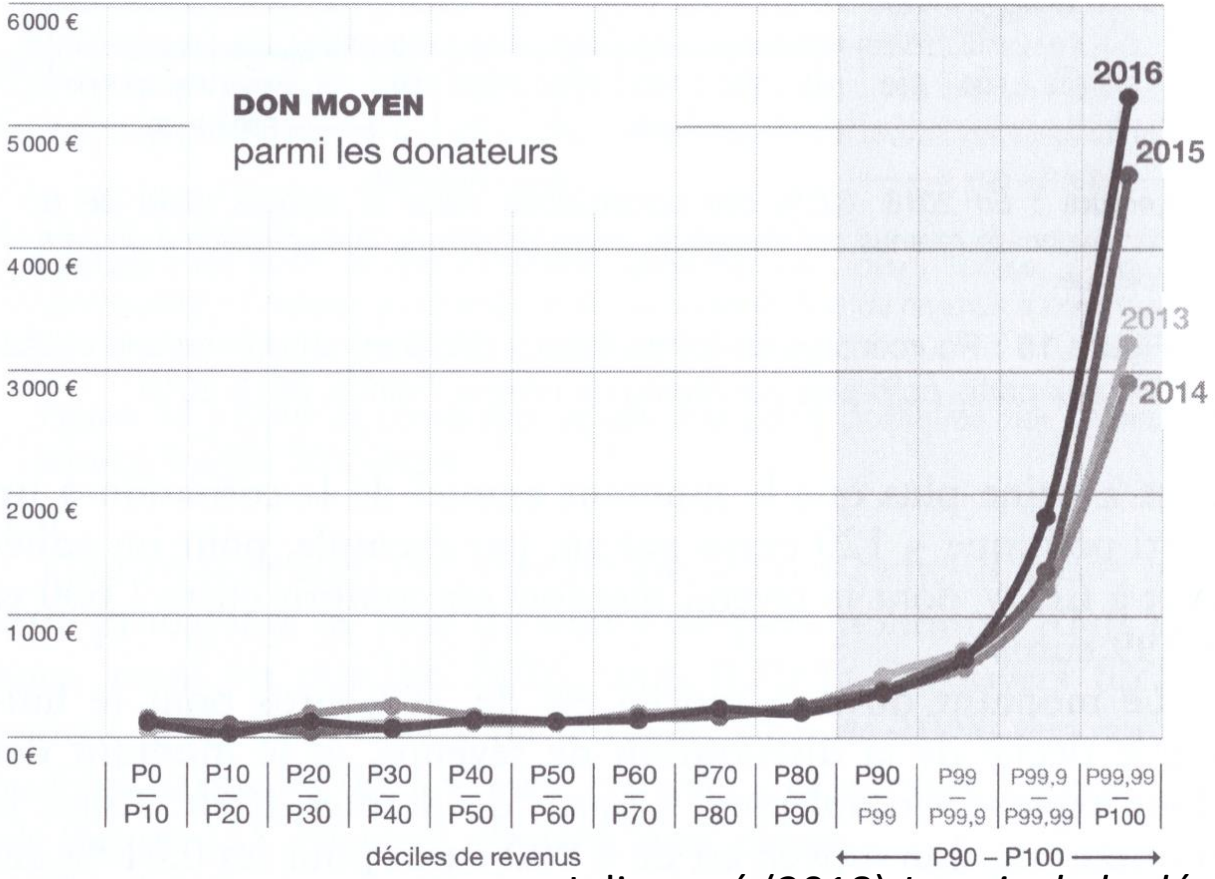
Encourager le travail en équipe et la convivialité
Fidéliser salariés, améliorer l'image interne des entreprises
Promouvoir l'image externe des entreprises
Ex. cabinets d'avocats : formation jeunes collaborateurs

Démocratie censitaire ?



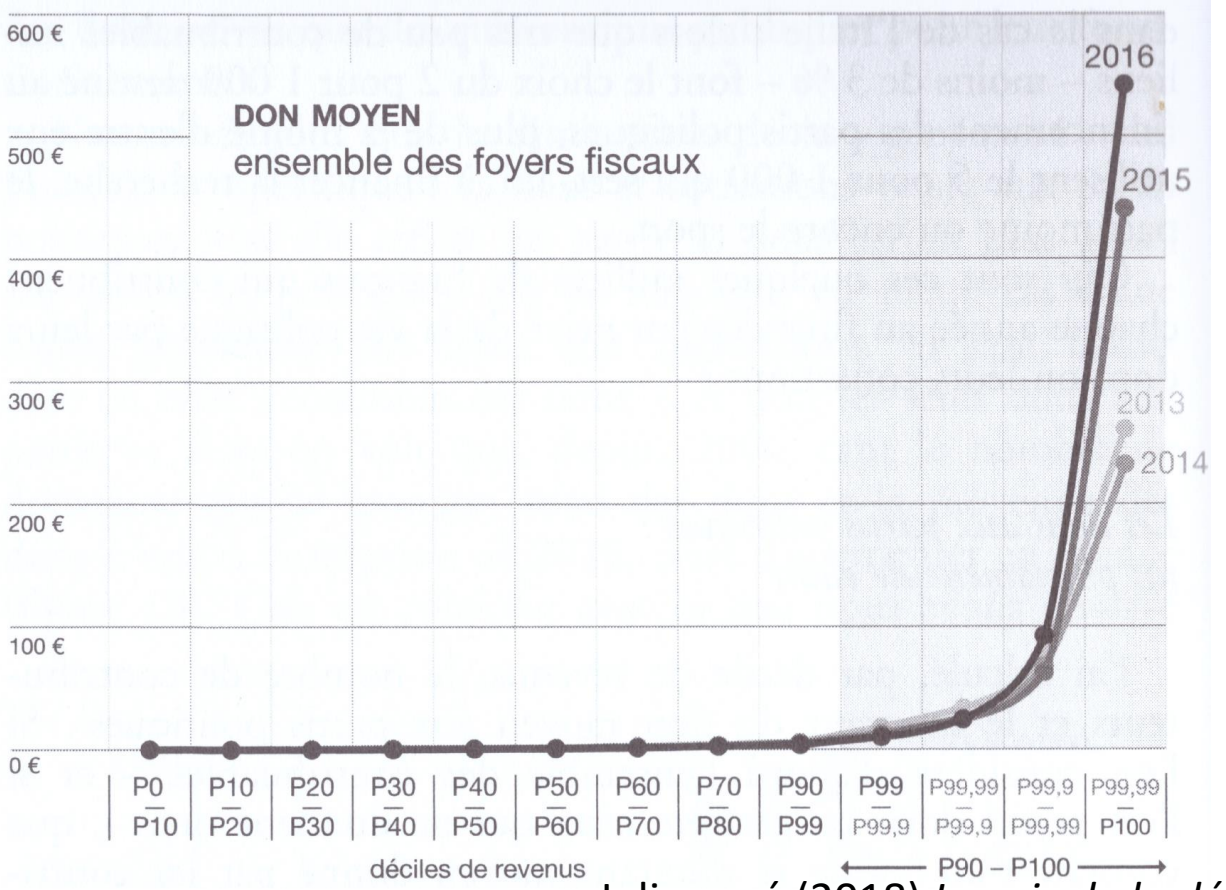
Julia cagé (2018) *Le prix de la démocratie*, Fayard

Démocratie censitaire ?



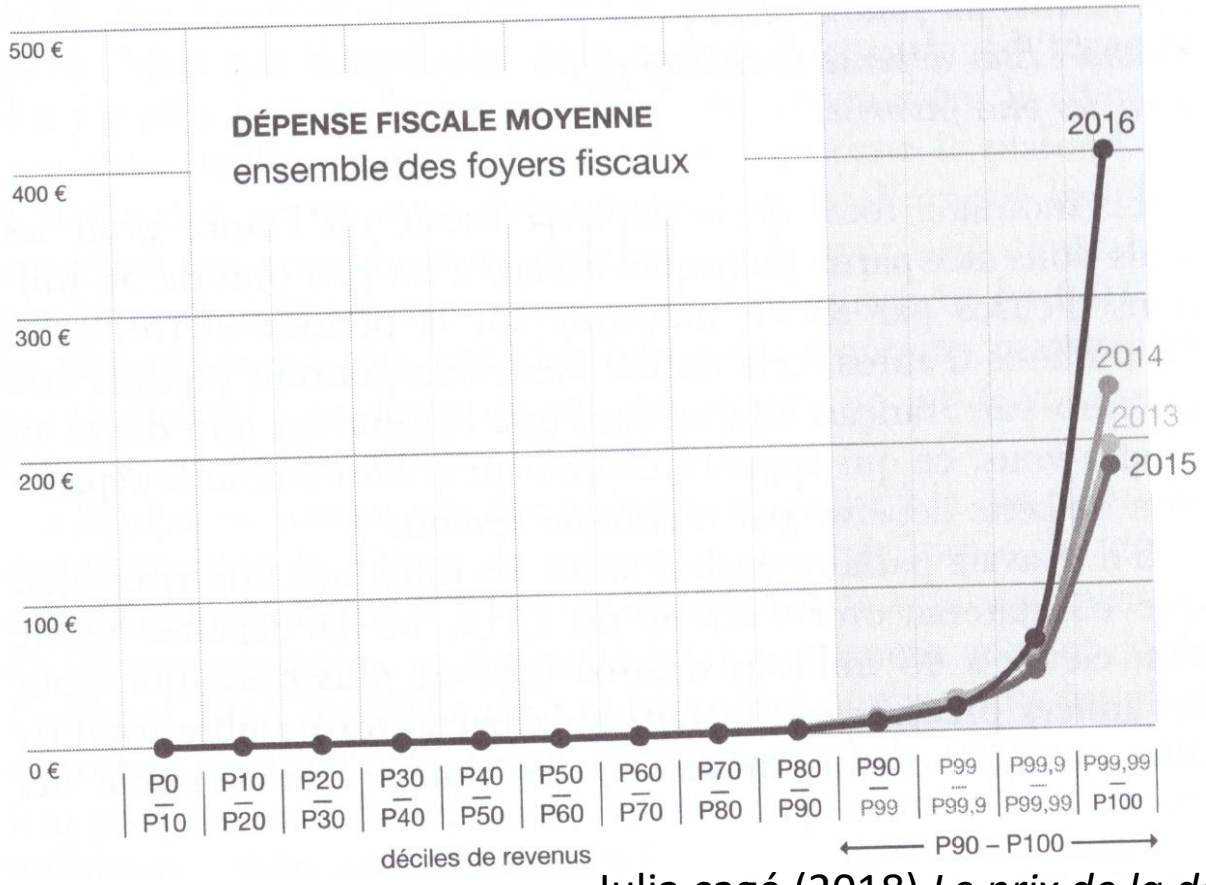
Julia cagé (2018) *Le prix de la démocratie*, Fayard

Démocratie censitaire ?



Julia cagé (2018) *Le prix de la démocratie*, Fayard

Démocratie censitaire ?



Julia cagé (2018) *Le prix de la démocratie*, Fayard

Plan de la session

1. Biens publics et externalités positives
2. Complémentarité/substituabilité public-privé
3. Peser sur les politiques publiques
4. **Les *autres* motivations de la philanthropie**

Les motivations privées au don

Gerald Marwell, Ruth E. Ames (1981) *Economists free ride. Does anyone else ?*, Journal of Public Economics, 295-310

Expérience de laboratoire du type passager clandestin
Les gens donnent, en moyenne 40 %

James Andreoni (1988) *Why free ride ? Strategies and learning in public goods experiments*, Journal of Public Economics, 37(3), 291-304

Répétition multiples pays, entre 40 % et 60 % de leur budget

William T.Harbaugh, Ulrich Mayr, Dan R. Burghart (2007) *Neural responses to taxation and volontary giving reveal motives for charitable donations*, Science, 316, 1622-1625

Imagerie neurologique en situation, notamment de dons
Zones cérébrales liées au plaisir s'allument

Les motivations privées au don

Harvey S. Rosen, Jonathan Meer (2009) *Altruism and the child-cycle of alumni donations*, American Economic Journal : Economic Policy, 1(1), 258-286

Dons almuni US à université américaine
Selon opportunité d'intégration des enfants

Marcel Mauss (1925) *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, PUF, 2012

Principe de contrat social à travers le don/contre-don

Dean Karlan, Margaret A. McConnell (2014) *Hey look at me. The effect of giving circles on giving*, Journal of Economic Behavior & Organization, 106, 402-412

Dons augmentent sensiblement si publicisés

Stefano DellaVigna, John A. List, Ulrike Malmendier (2012) *Testing for altruism and social pressure in charitable giving*, Quarterly Journal of Economics, 127, 1-56

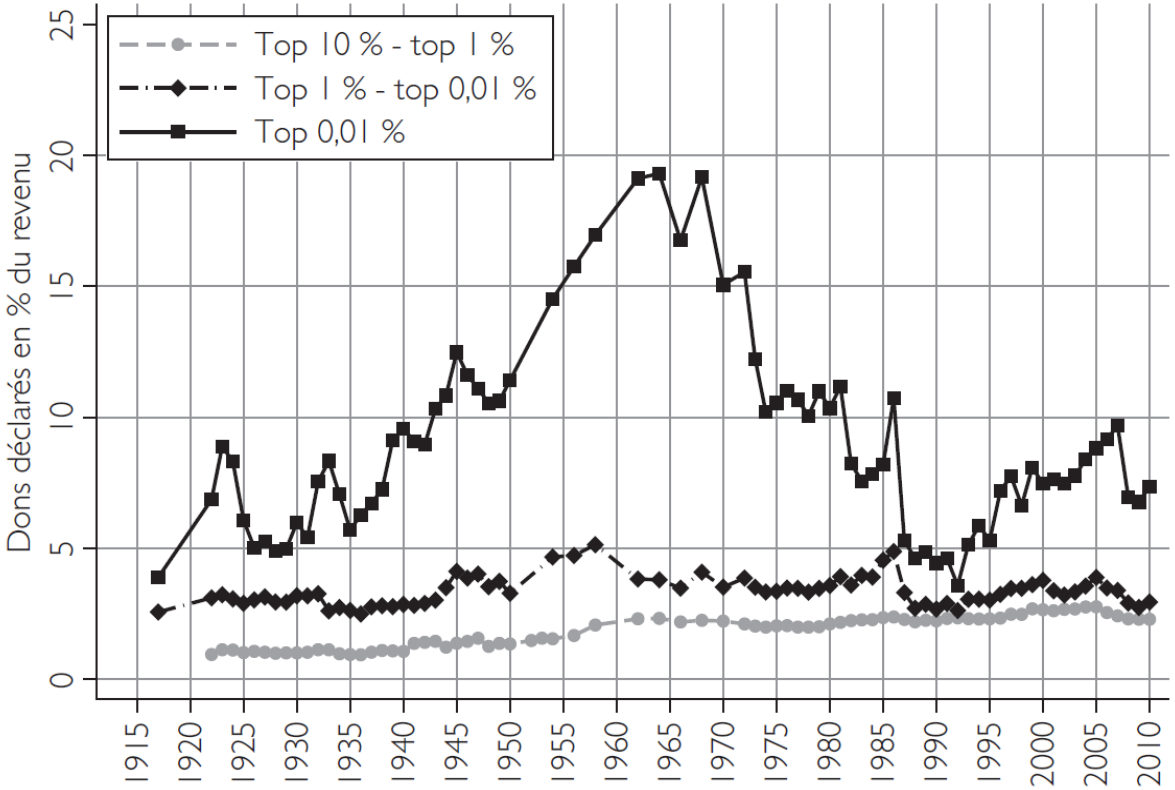
Campagne sollicitation porte-à-porte, certains info passage
Probabilité réponse -25 %, baisse de dons totaux -33 %

Incitations fiscales en 2015

Déduction du revenu imposable		Réduction d'impôt	Pas d'incitation
Allemagne	Pays-Bas	Canada (29 %)	Finlande
Autriche	Norvège	France (66 %)	
Australie	Royaume-Uni	Italie (26 %)	
Belgique	Suède (depuis	Nouvelle-Zélande (33 %)	
Danemark	2012)	Portugal (25 %)	
États-Unis	Suisse	Espagne (25 %)	
Grèce			
Irlande			
Japon			

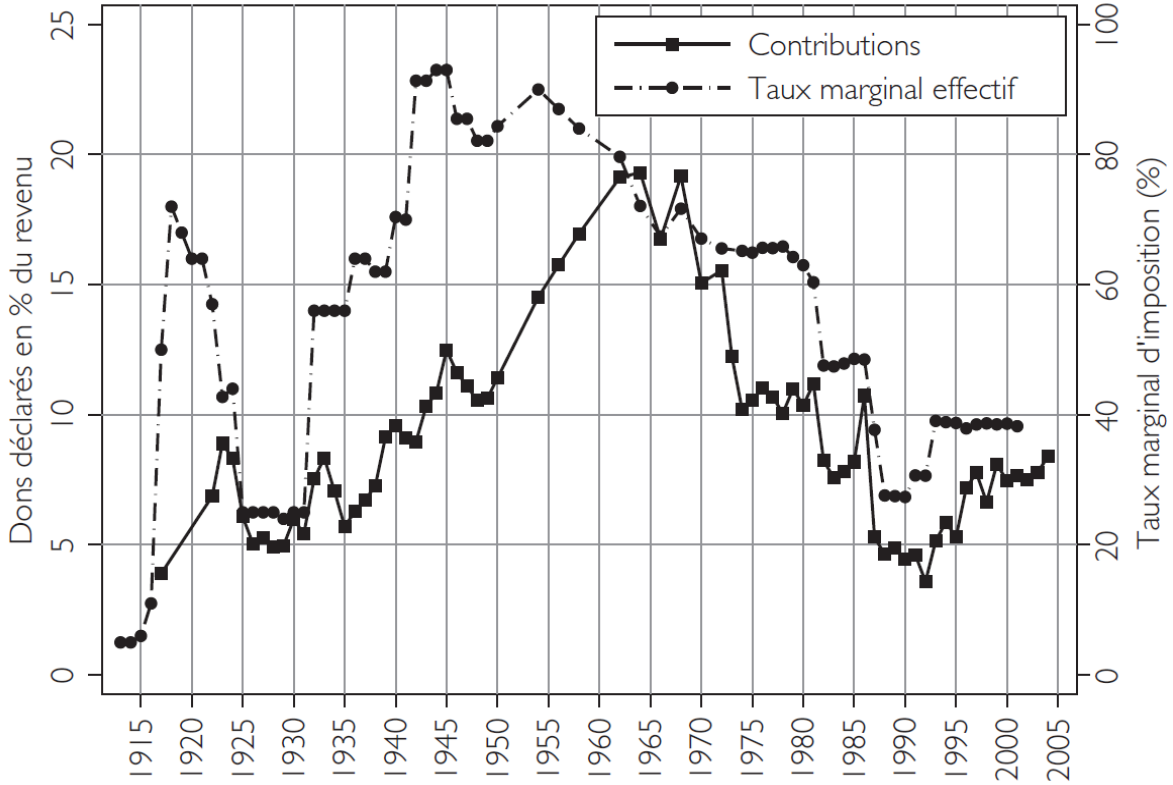
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Dons aux États-Unis



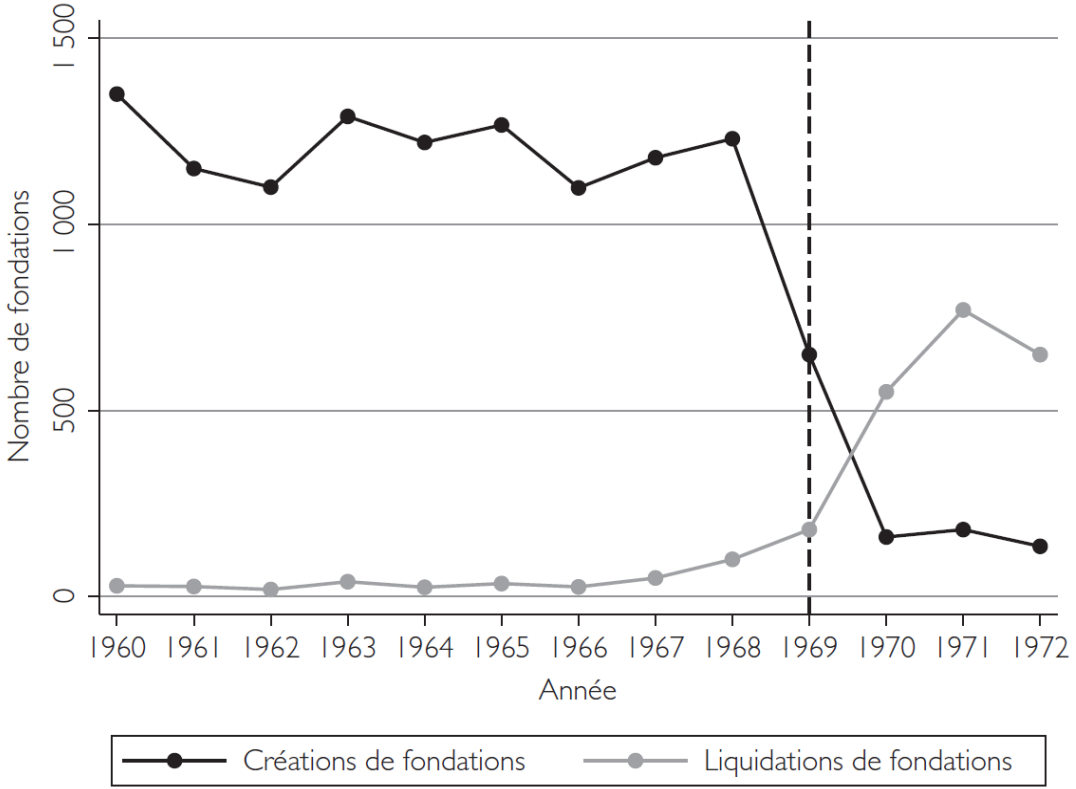
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Dons et imposition aux US



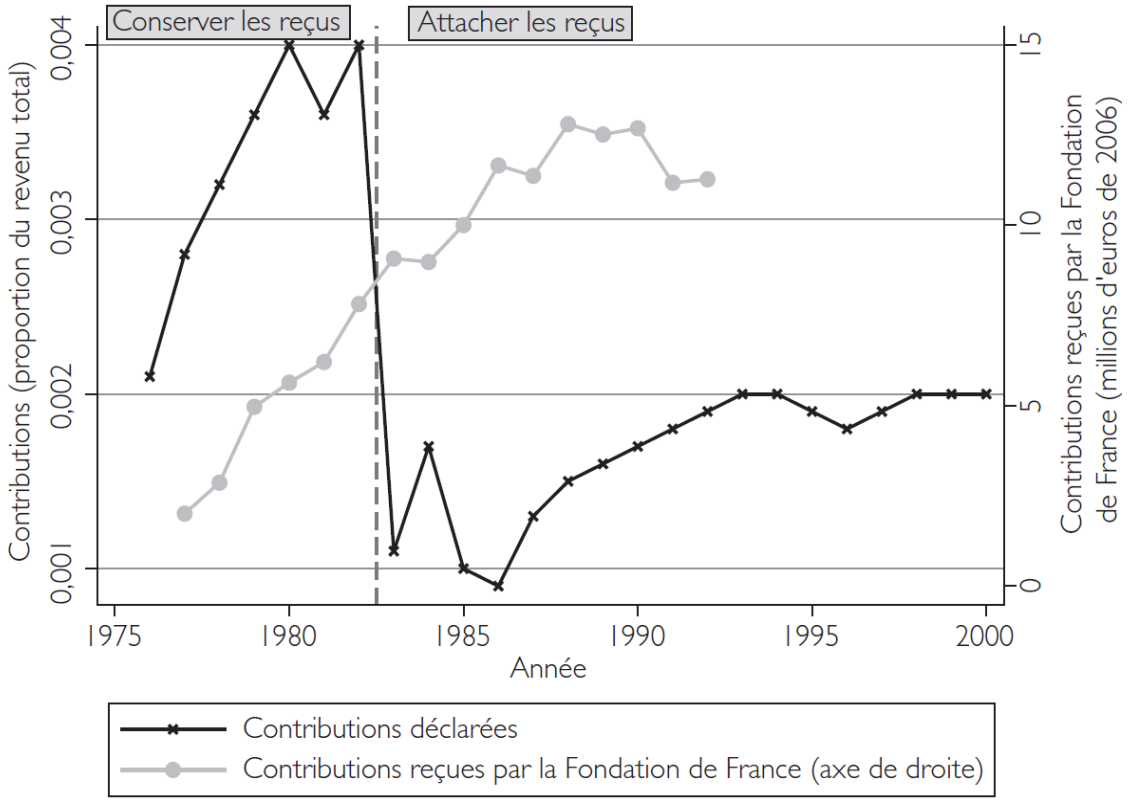
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Self-dealing aux États-Unis



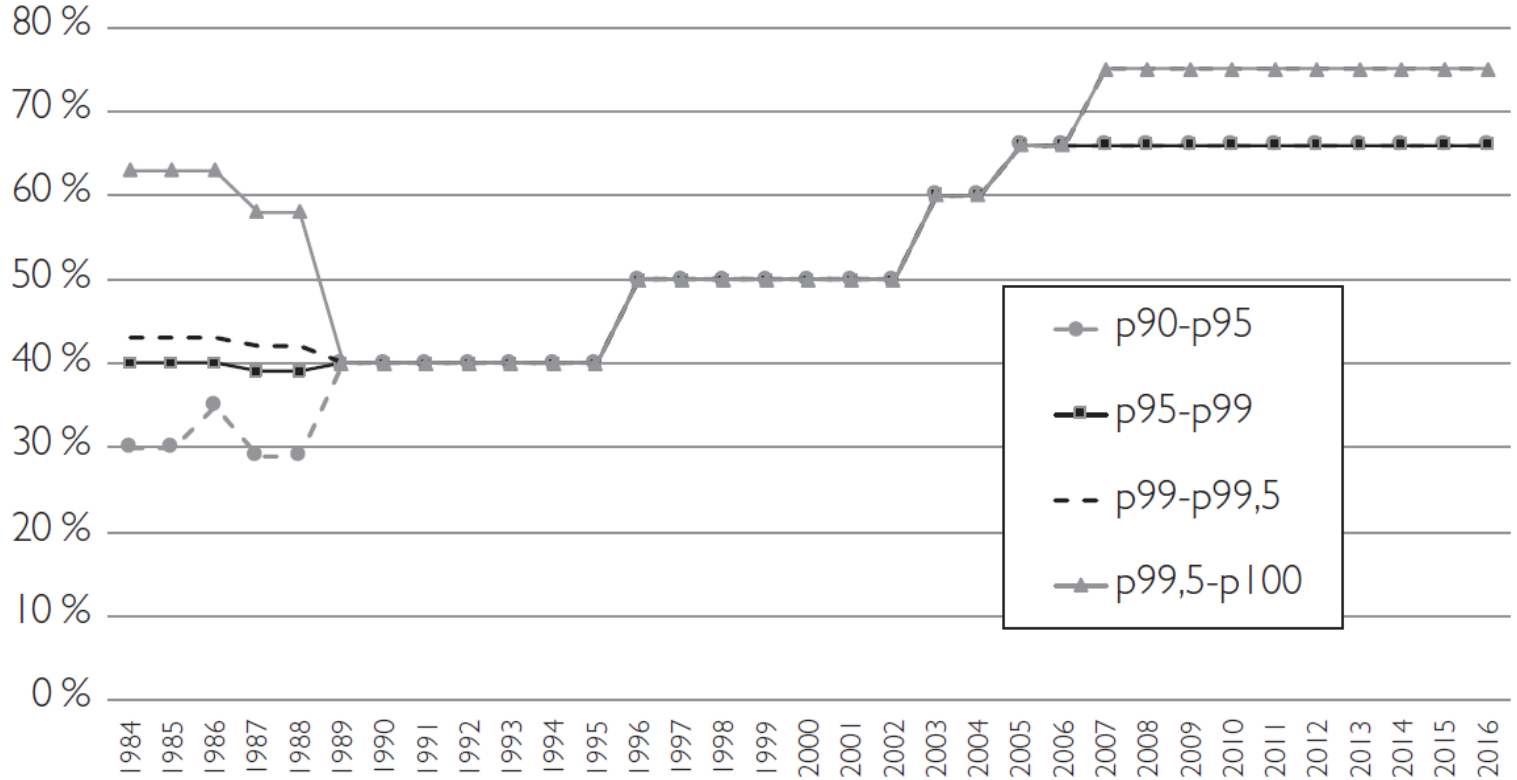
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Mode de déclaration en France



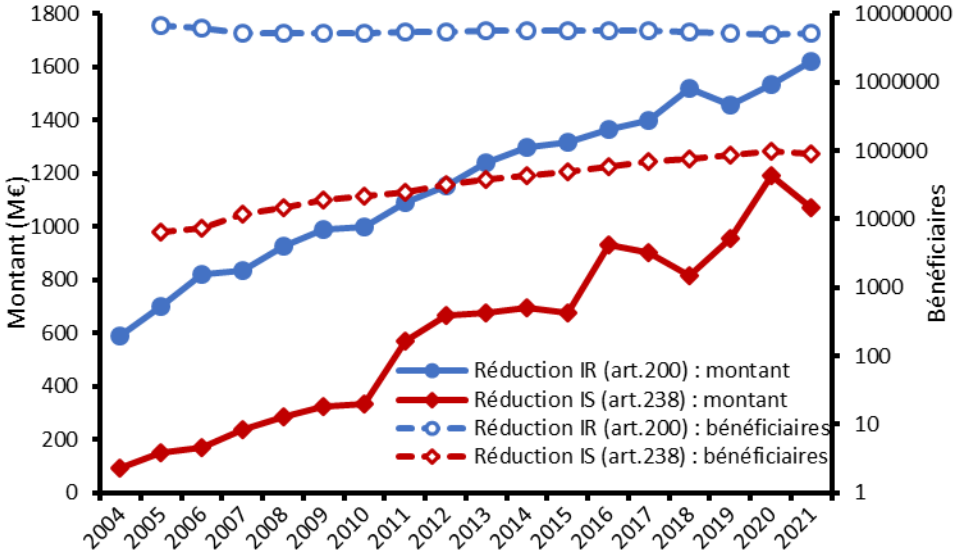
Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

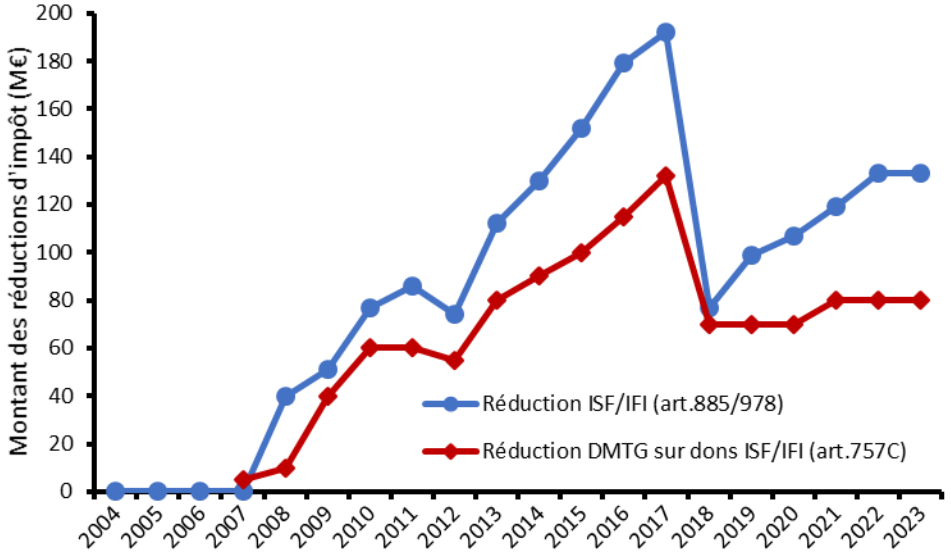
Tx effectif de subvention en France



Gabrielle Fack, Camille Landais, Alix Myczkowski (2018) *Biens publics, charité privée, Comment l'État peut-il réguler le charity business ?*, Collection du Cepremap, éditions rue d'Ulm

Réductions d'impôt en France





Clément Carbonnier, Anne Bory (2023) *Les politiques fiscales d'incitation à la philanthropie*, in Carbonnier, Morel, Palier, Zemmour (éds) *Les politiques publiques par la défiscalisation*. À venir

Effets des incitations

Etudes convergentes sur les États-Unis

Élasticité pour l'ensemble de la population de 0,5 à 0,7

Hétérogénéité, plus fortunés plus réactifs

William Randolph (1995) *Dynamic income, progressive taxes, and the timing of charitable contributions*, Journal of Political Economy, 103(4), 709-738

Jon Bakija, Bradley Heim (2011) *How does charitable giving respond to incentives and income ? New estimates from panel data*, National Tax Journal, 64(2), 615-650

Gabrielle Fack, Camille Landais (2016) *Philanthropy, tax policy and tax cheating. A long-run perspective on US data*, in Gabrielle Fack et Camille Landais (éd.), *Charitable Giving and Tax Policy*, Oxford, Oxford University Press

Plus faible pour la France (élasticité de 0,2 à 0,5)

Gabrielle Fack, Camille Landais (2009) *Les incitations fiscales aux dons sont-elles efficaces ?*, Économie et statistique, 427-428, 101-126

UNIVERSITÉ PARIS 8 VINCENNES-SAINT-DENIS

Master ESSI – semestre 3
année universitaire 2023-2024

Économie politique de l'ESS

Séance 6
Philanthropie

Cours proposé par **Clément Carbonnier**
clement.carbonnier02@univ-paris8.fr
http://carbonnier.eu/epess.html